



STRATEGIES D'INFLUENCE LUTTES INFORMATIONNELLES

LE CAS D'ECOLE DU VENEZUELA

Préambule

Le Venezuela est un cas d'école en termes d'influence intérieure et extérieure ainsi que de luttes informationnelles. Cette qualification se vérifie à travers la durée de la confrontation dans le temps, les différents échiquiers sur lesquels s'expriment les parties prenantes en termes de rapports de force et la diversité des modes opératoires offensifs et défensifs.

Ce cas d'école est d'autant plus intéressant à étudier que les Etats-Unis d'Amérique, présentés comme l'une des puissances les plus avancées dans le domaine de l'influence et des luttes informationnelles, ont échoué par deux fois dans leur stratégie d'appui à l'opposition locale contre le régime en place : le coup d'Etat manqué contre CHAVEZ (en 2002), puis la tentative de délégitimation constitutionnelle de son successeur MADURO (en 2018-2019).

Cette confrontation entre savoir-faire du fort et du faible se décline sur plusieurs échiquiers : enjeux géopolitiques du continent sud-américain, confrontation politique intérieure vénézuélienne, effets de la crise économique et sociale, implication de la société civile.

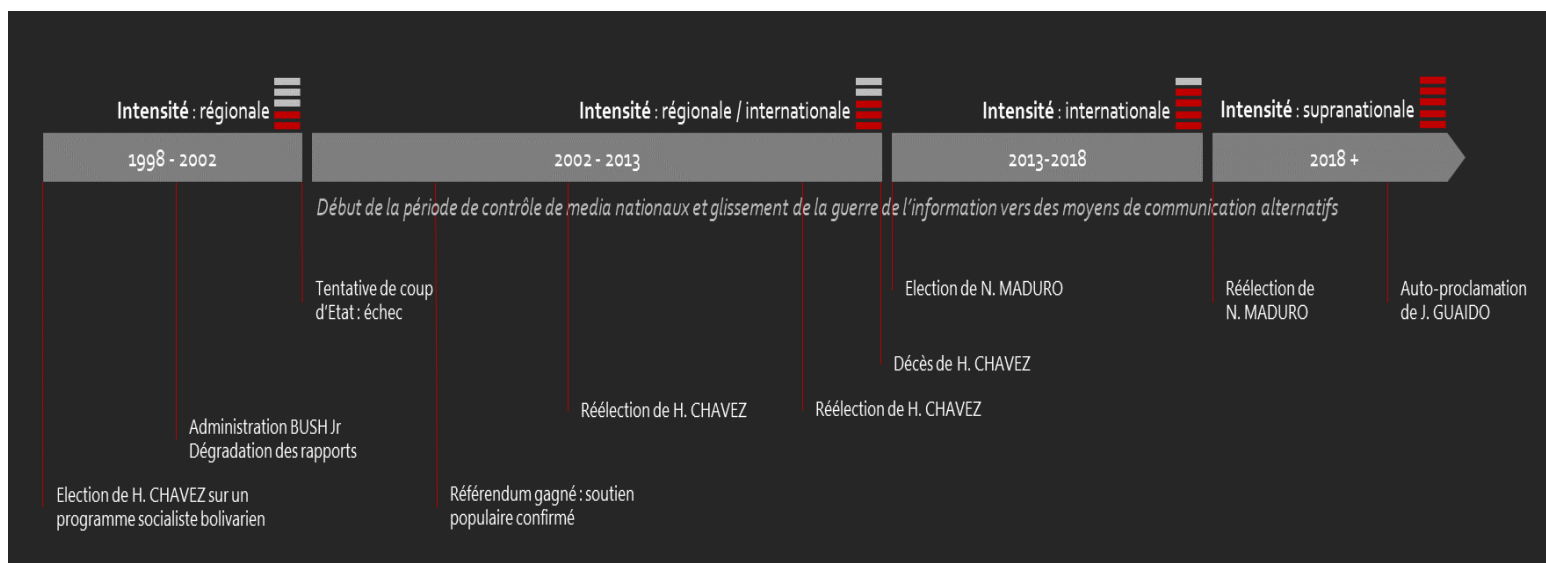
Les particularités historiques du Venezuela sont à prendre en compte car la trace laissée par Simon Bolivar et la problématique de libération nationale qu'elle sous-tend, jouent un rôle non négligeable dans la conscience collective du peuple vénézuélien.

Introduction

Cette étude¹ vise à porter un regard analytique sur l'affrontement qui oppose depuis plusieurs décennies ceux qui sont arrivés au pouvoir en 1998, avec le virage socialiste engagé par le Président CHAVEZ, et ceux qui cherchent depuis en vain à le reprendre. Malgré la mise en œuvre par l'opposition et leurs soutiens étrangers de mécanismes subversifs puissants ayant connu des succès dans d'autres endroits du monde, force est de constater leur relative inefficacité au Venezuela, où ils n'ont toujours pas abouti à la chute du pouvoir en place.

La période traitée s'étend de l'élection de H. CHAVEZ (1998) jusqu'à aujourd'hui, en se structurant autour de quatre périodes clés où prédominent les stratégies d'influence interne et externe et l'essor des luttes informationnelles :

- [La déstabilisation du régime d'Hugo CHAVEZ](#) en 2002.
- [Le renversement du rapport de force](#) (2002-2013).
- [L'enlèvement](#) de la confrontation (2013-2018).
- La [résilience du système MADURO](#) (2018-2023).



¹ Etude réalisée sous la direction de Christian Harbulot, à partir d'un document réalisé au sein de la formation continue MRSIC4 de l'EGE.

Rappel

Stratégies d'influence

Stratégie positive/constructive : propose un narratif cohérent, soit au niveau de la société entière ou d'un groupe spécifique. S'appuie sur des idées politiquement correctes/ une doctrine déjà acceptée et intégrée.

Stratégie négative/de rupture : consiste à empêcher l'émergence d'un narratif cohérent ou d'affaiblir/détruire un narratif existant, soit au niveau de la société entière ou d'un groupe spécifique. S'appuie sur des sujets spécifiques de contestation, lesquels ne sont pas forcément instrumentalisés de manière cohérente.

Stratégie oblique : vise à attirer l'attention pour réorienter le débat et l'éloigner des sujets clés. Stratégie de distraction à travers la dilution, la saturation ou la diffusion d'informations manipulées.

Techniques d'influence

Propagande blanche : actions affichant ouvertement ses objectifs, portant un message exact, citant des sources crédibles et pouvant être recoupées.

Propagande grise : actions partiellement transparentes, laissant une ambiguïté sur ses sources et ses objectifs.

Propagande noire : actions dont l'objectif est de diffuser un message trompeur à partir de sources fausses.

Contexte

Le [Venezuela](#), patrie de [Simon Bolivar](#), a une histoire particulière. La lutte pour l'indépendance à la fin du XIXe siècle a laissé des traces durables de nature politique et socioculturelle dans la société vénézuélienne. La référence à l'époque « bolivarienne » est un élément très important pour comprendre la spécificité de ce pays qui détient l'une des plus grosses réserves de pétrole au monde. Etant donné la durée de vie encore imprécise des énergies fossiles, le pétrole occupe encore une place non négligeable dans l'approvisionnement énergétique. Cette richesse est source d'enjeux importants, tant pour les oligarchies nationales que pour les plus grandes puissances mondiales, dont les États-Unis. La gestion de l'industrie pétrolière au Venezuela a suscité de nombreuses polémiques, et elle est l'un des facteurs ayant conduit le pays dans la situation qu'on lui connaît aujourd'hui : pauvreté, chômage, défaillance des infrastructures étatiques. La révolution bolivarienne amorcée par H. CHAVEZ en 1999 n'aura pas su inverser significativement la tendance.

Le Venezuela entre richesse et révolution

Avant de devenir un État pétrolier, l'économie du Venezuela était agricole, avec des exportations principalement de cacao durant l'époque coloniale, puis ensuite de café au XIXe siècle et au début du XXe siècle. Le pouvoir était alors détenu par les grands propriétaires fonciers, suivi de la bourgeoisie marchande qui finançait d'une part les productions agricoles et jouait d'autre part le rôle d'intermédiaire entre l'économie nationale et les exports à l'international.

Sous la dictature de Juan Vincente GOMEZ (1908-1935), le pays devient un état pétrolier dont la production de pétrole est contrôlée par l'Europe du Nord (Shell) et les États-Unis (Exxon et Chevron) dans un premier temps ; avant que les majors américaines ne détiennent le monopole de l'exploitation grâce à des investissements massifs encouragés par l'État vénézuélien. Durant cette période, l'explosion de la part des exportations de pétrole (passant de 13% en 1920 à 85% en 1935) pénalise la compétitivité des industries non pétrolières du fait de la hausse du taux de change et accélère la chute du secteur agricole. Les activités tertiaires liées au commerce, la finance et la construction se développent, car elles sont nécessaires à la production pétrolière et à son transport.

À partir des années 1940, la participation de l'Etat dans les bénéfices pétroliers augmente. Cela est rendu possible par le gouvernement américain dont la priorité est l'approvisionnement en pétrole en temps de guerre. Il joue donc l'intermédiaire entre l'État vénézuélien et les *majors* américaines. En échange de la renégociation de la participation, des accords commerciaux sont signés. Alors que le but américain est de développer et contrôler l'industrie locale et fournir les biens intermédiaires, les biens capitaux, les technologies, les brevets (créant ainsi une relation de dépendance), l'État vénézuélien au moyen de la rente pétrolière étend son pouvoir sur le secteur économique (planification, régulation, mais aussi production directe de marchandises et prestation de services jugés stratégiques) et atténue les dissensions entre les classes sociales par le financement des services publics essentiels tels que la santé et l'éducation, de la lutte contre le chômage et de l'augmentation des salaires.

Après la seconde guerre mondiale, la croissance de l'activité industrielle est générale et la production de pétrole qui en est le moteur croît également. Cependant, le Venezuela devient le 4e exportateur de pétrole à partir des années 1950 (il était le 2e entre 1920 et 1948) du fait de l'exploitation de nouveaux gisements au Moyen-Orient. L'État vénézuélien est de plus en plus présent dans le secteur économique du pays : production d'hydroélectricité, de produits pétrochimiques et sidérurgiques, développement des télécommunications. D'un point de vue social et politique, l'État souhaite s'assurer la confiance de

la population dont les revendications pourront être ainsi satisfaites (grâce à la rente pétrolière qui est redistribuée en fonction de la dureté des conflits sociaux). À cette époque naissent les quatre partis politiques majeurs du pays : Action Démocratique (social-démocrate), Parti Communiste vénézuélien, COPEI (Comité d'organisation politique électorale indépendante - démocrate-chrétien) et Union Républicaine Démocratique (Gauche non-communiste). La politique de développement des secteurs agricoles et industriels menés par l'État depuis les années 1930 et la politique de redistribution des ressources et d'expansion de la dépense sociale, ainsi que l'imposition des entreprises du secteur privé font entrer le pays dans un cercle vertueux : hausse des salaires, amélioration des conditions de vie de la majorité de la population, expansion du marché local et de l'industrialisation.

À la fin des années 1970, une crise structurelle touche les grosses économies. L'objectif n'est plus le plein emploi, mais la maîtrise de l'inflation, avec notamment la hausse des taux directeurs aux États-Unis. Cette situation provoque une crise de la dette dans les pays d'Amérique latine². Les économies occidentales proposent d'amoindrir la dette de ces pays en échange de la privatisation de certains secteurs, de l'ouverture des marchés, de plans d'austérité ... À cela s'ajoute la baisse du prix du pétrole liée à la surproduction et à l'utilisation d'énergies de substitution (mise en place en réponse aux chocs pétroliers). Au Venezuela, cela se traduit par une baisse de 56% de la valeur des exportations, et donc des revenus de l'État. Cette baisse de revenus et l'endettement du pays l'entraînent dans une crise économique profonde et de longue durée. L'incapacité de l'État d'assurer les besoins des secteurs sociaux et la baisse des salaires aggravent les conflits interclasses. La population s'appauvrit (le taux de pauvreté est de 17% en 1980 et atteint 48% en 1987) et perd confiance en l'État. Des manifestations violentes éclatent (*Caracazo* 27-29 février 1989). Les émeutes sont violemment réprimées ; ce qui divisera les forces armées.

En 1992, H. CHAVEZ décide de renverser le gouvernement dirigé par Carlos Andres PEREZ favorable aux Américains. L'échec de ce coup d'État n'est qu'un prélude à l'arrivée au pouvoir d'H. CHAVEZ en 1998 et à la guerre de l'information qui se joue depuis maintenant plus de 20 ans entre le système qu'il met en place et les États-Unis.

La Révolution bolivarienne, défendue par H. CHAVEZ et soutenue par les populations les moins favorisées, a comme pilier central le pétrole. Elle s'articule autour de ces axes :

- Une redistribution équitable des revenus du pétrole et l'instauration d'une politique sociale : tout citoyen vénézuélien a droit à des soins médicaux gratuits et une éducation gratuite³. Dans le même temps sont créées des missions boliviennes répondant à des nécessités telles que la lutte contre l'extrême pauvreté, l'analphabétisme, la santé, l'accès au logement.
- L'instauration d'une démocratie participative en remplacement de la démocratie représentative, portée par une nouvelle vision sur un « socialisme du XXI^e siècle⁴ ». Une nouvelle constitution est validée par un vote populaire⁵ est adoptée le 20 décembre 1999.
- L'indépendance économique du pays et la souveraineté de l'État sur l'industrie pétrolière.

²D'une part ne pourront plus emprunter et d'autre part ils seront en grande difficulté pour rembourser les dettes en cours du fait de la hausse des taux d'intérêt.

³[Articles 83, 102 et 103 de la Constitution](#) de 1999.

⁴Le « Socialisme du XXI^e siècle » affirme que le capitalisme industriel de marché libre et le socialisme du XX^e siècle n'ont pas permis de résoudre les problèmes urgents d'humanité tels que la pauvreté, la faim, l'exploitation, l'oppression économique, l'esclavage moderne, le sexisme, le racisme, la destruction des ressources naturelles non renouvelables et l'absence d'une vraie démocratie participative.

⁵VILLE Sébastien, « [La révolution bolivarienne du Venezuela](#) », *Actuel Marx*, 2007/2 (n° 42), p. 71-83.

- La prise de contrôle de la société pétrolière PDVSA⁶ et empêcher sa privatisation. H. CHAVEZ consent à la création d'entreprises mixtes et à l'octroi de concessions aux entreprises internationales.
- L'augmentation des revenus fiscaux liés à l'entreprise et aux concessions octroyées aux sociétés étrangères ;
- Le renforcement des liens entre les différents membres de l'OPEP de manière à établir un prix du baril suffisant pour lui permettre de mener sa politique sociale ;
- Le projet d'éradiquer la corruption.

Pourquoi le Venezuela est-il important pour les États-Unis⁷

Après l'élection de H. CHAVEZ, les relations diplomatiques entre le Venezuela et les États-Unis n'ont cessé de se dégrader.

Au XXe siècle, le pays est le principal fournisseur de pétrole pour les États-Unis. Beaucoup de concessions ont été accordées aux compagnies américaines. Lorsque H. CHAVEZ est élu en 1999, un changement brutal s'opère : H. CHAVEZ augmente les taxes d'exploitation du pétrole et compte utiliser une partie des revenus ainsi collectés pour des investissements sociaux. D'où sa popularité auprès des classes modestes. Outre l'augmentation des taxes, H. CHAVEZ, via l'OPEP, parvient à faire augmenter le prix du baril.

La volonté de rapprochement du Venezuela avec des pays hostiles aux États-Unis se traduit par :

- La mise en place d'un partenariat commercial avec Cuba.
- Dans les cadres des réunions de l'OPEP, des entretiens avec Saddam HUSSEIN au moment de la guerre en Irak.
- Depuis les années 2000, ouverture du pays à des investisseurs russes et chinois.

Le Venezuela constitue aujourd'hui pour les États-Unis un test important de la démonstration de leur puissance. Cette zone géographique sensible littéralement à leur porte, constitue à la fois une menace réelle et une opportunité économique.

Intérêts russes au Venezuela

La Russie a investi au Venezuela dans le domaine des hydrocarbures et des armes. Ce pays est le premier fournisseur d'armes du pays, avec 10 milliards \$ de vente en 12 ans. Comme pour la Chine, le Venezuela s'acquitte de ses dettes au moyen de son pétrole⁸. La relation commerciale établie en 2008 par Igor SETCHINE a permis à ROSNEFT de prendre le contrôle d'une partie du secteur énergétique au Venezuela. Par ailleurs, si le Venezuela ne parvenait pas à rembourser certains prêts accordés par la Russie, le gouvernement céderait 49 % du groupe CITGO⁹ à la Russie.

⁶ Petrôleos de Venezuela SA, société pétrolière vénézuélienne.

⁷ « [Venezuela : pourquoi Trump veut tant le départ de Maduro](#) ».

⁸ [Crise au Venezuela : quel est l'objet de la présence de militaires russes, contestée par Trump et GUAIDO ?](#) », LCI, 28 mars 2019.

⁹ Filiale nord-américaine de PDVSA.

Depuis 2006, la Russie a consenti 17 milliards \$ de prêts au Venezuela. Comme pour la Chine, un changement de régime pourrait remettre en question le remboursement des 6 milliards restants.¹⁰ Ces prêts et les divers investissements auprès de PDVSA sont un moyen pour la Russie de s'implanter en Amérique latine avec pour objectif d'augmenter son emprise en tant que puissance énergétique et de soutenir un régime opposé au système géopolitique nord-américain¹¹.

La stratégie russe peut être résumée en trois points ¹² :

- Alliances et relations avec tout pays rencontrant des dissensions avec les États-Unis. En ce sens, le gouvernement MADURO par son refus de l'impérialisme américain est un allié de choix.
- Commerce et investissements : la Russie pourrait profiter des sanctions américaines imposées par les États-Unis au Venezuela pour développer plus encore ses relations commerciales avec le pays.
- Envoi de personnel militaire sur le sol vénézuélien.

La place de Cuba dans le soutien au régime chaviste

Le soutien de Cuba au gouvernement vénézuélien relève d'un intérêt national commun tant le destin des deux pays est lié depuis l'arrivée au pouvoir de H. CHAVEZ. Il est fondé sur un ensemble d'intérêts économiques, de visions politiques convergentes et du lien particulier tissé entre ces deux nations. H. CHAVEZ aurait déclaré en 2007 que Cuba et le Venezuela forment « une seule nation ». ¹³ Selon Michael SHIFTER, président du groupe de réflexion Dialogue interaméricain à Washington, H. CHAVEZ « admirait Fidel Castro, c'était presque comme une relation père-fils. L'engagement de Cuba au Venezuela a alors commencé, de manière très forte » Ce lien privilégié se poursuit avec l'arrivée au pouvoir de N. MADURO : c'est au Venezuela que le président cubain Miguel DIAZ-CANEL fait son premier voyage à l'étranger après avoir succédé à Raul Castro en avril 2018. Cuba est aussi une des premières capitales étrangères à apporter son soutien à N. MADURO le 23 janvier 2019. Le régime castriste ne reconnaît pas J. GUAIDO comme président par intérim. C'est Cuba qui aurait aussi accueilli N. MADURO si J. GUAIDO avait réussi à le renverser en mai 2019.

Le Venezuela est devenu le premier partenaire commercial de Cuba dans les années 2000. Malgré la chute des échanges liés à la crise économique que subit le Venezuela, les échanges commerciaux restent importants. Il s'agit essentiellement de l'approvisionnement en hydrocarbures de Cuba en échange de services professionnels. Les Cubains envoyés par la Havane au Venezuela représentent par ailleurs une source de devises pour l'île. Il s'agit de conseillers militaires et des membres des services de renseignement cubains chargés d'épauler les forces chavistes. Mais l'aide à la population fait partie de cette politique de soutien. Un très grand nombre de médecins et de personnels de santé sont envoyés dans différents points du territoire vénézuélien.

¹⁰ SEIBT Sébastien, « [De la Russie à la Chine, les alliés de Nicolas Maduro ne sont pas éternels](#) », France24, 8 février 2019.

¹¹ LACROIX Alexis, « [À soutenir Maduro, les Russes prennent un risque](#) », L'Express Entreprise, 7 février 2019.

¹² GURGANUS Julia, « [Russia: Playing a Geopolitical Game in Latin America, Carnegie Endowment for International Peace](#) », 3 mai 2018.

¹³ BERMUDEZ Ángel (@angelbermudez), « [Maduro vs Guaidó: qué se juega Cuba en la crisis política de Venezuela](#) », BBC News Mundo, 13/02/2019.

Paul WEBSTER HARE, ancien ambassadeur britannique ayant vécu dans les deux pays, estime que « Cuba a bien plus gagné dans cette alliance que le Venezuela ». ¹⁴ Il déclare « Je ne pense pas qu'il y ait deux autres pays dans le monde avec des gouvernements aussi imbriqués que ceux de Cuba et du Venezuela. Il y a des rapports selon lesquels N. MADURO reçoit des briefings quotidiens des services secrets cubains ! »

Le rôle central de Cuba dans le contrôle politique des forces armées et des services de sécurité est décrit dans une analyse publiée par Reuters en août 2019 ¹⁵, notamment au travers d'accords signés en 2008 qui ont organisé une surveillance stricte des troupes vénézuéliennes par l'intermédiaire d'un service de renseignement, désormais connu sous le nom de direction générale du contre-espionnage militaire (DGCIM). Sur le conseil de l'armée cubaine, le Venezuela a restructuré son dispositif de renseignement en s'appuyant sur un service qui espionne ses propres forces armées, instillant la peur et la paranoïa et réprimant la dissidence.

D'autres sources vont dans le même sens. Pour Rocio SAN MIGUEL, avocate vénézuélienne spécialiste des questions militaires, « l'entrée [de Cuba] dans l'appareil d'État [du Venezuela] commence très clairement à partir de 2005, et probablement dès 2004. Et ce sont cinq domaines sensibles pour la sécurité nationale qui ont été peu à peu contrôlés par Cuba : les registres notariaux, l'émission de papiers d'identité, les services de renseignement, les forces armées et la police nationale ».

Les observateurs de la vie politique vénézuélienne confirment le rôle d'officiers cubains dans le contrôle politique des forces armées ¹⁶.

Dans [un documentaire diffusé sur ARTE](#), on voit une interview de John BOLTON, alors conseiller spécial à la Sécurité nationale américaine, déclarant que si les 20 à 25 000 militaires cubains présents au Venezuela quittaient le pays, le gouvernement de N. MADURO tomberait « avant minuit ».

Cuba nie cette implication et réfute toute ingérence de sa part au Venezuela. Sur Twitter, plusieurs hauts responsables du ministère des Affaires étrangères cubain ont traité John Bolton de « menteur » quand il a évoqué une mainmise cubaine sur l'armée vénézuélienne, comparant ce « mensonge » à celui sur les armes de destruction massive que l'Irak de Saddam Hussein était supposé cacher, mais qui n'ont jamais été trouvées. Des membres des services américains reconnaissent également qu'il n'y a pas de preuves à ce stade de cette présence massive.

Intérêts chinois au Venezuela

Le Venezuela a souscrit ses premiers prêts auprès de la Chine en 2007. Aujourd'hui la Chine a déjà prêté plus de 50 milliards \$ pour des investissements liés aux ressources naturelles (pétrole, gaz, or), l'éducation ou les télécommunications. En 2018, [la dette du Venezuela envers la Chine](#) s'élève à plus de 50 milliards \$. Cette politique de prêts chinois s'inscrit dans le cadre du programme « One Belt, One Road » (ndlr « nouvelles routes de la Soie ») qui vise entre autres à utiliser la dette pour contraindre des pays considérés comme vulnérables.

¹⁴ AFP, « *Le soutien de Cuba au Venezuela dans le collimateur de Washington* », 5 février 2019.

¹⁵ BERWICK Angus, « *Represión importada: Cómo Cuba enseñó a Venezuela a sofocar el disenso militar* », 22/08/2019, Reuters.

¹⁶ Entretien avec Mme Michela Bertani Jequier, coordinatrice opérationnelle pour l'Amérique Latine du Comité International de la Croix Rouge, Genève, le 15 octobre 2019.

La dégradation du climat politique et économique au Venezuela depuis la mort de H. CHAVEZ en 2013 entraîne des craintes pour la Chine qui a des incertitudes quant au recouvrement de la dette. Le pétrole vénézuélien a permis au pays de s'acquitter des 30 premiers milliards de dette, assurant au passage un approvisionnement constant de la Chine. Cependant, la diminution de la production de brut pourrait être un frein au règlement du solde. Par ailleurs, un nouveau régime pourrait ne pas honorer les dettes contractées par le gouvernement sortant. J. GUAIDO aurait eu des réunions avec des représentants chinois en octobre 2019. Selon lui, les deux puissants alliés de N. MADURO pourraient s'avérer être un élément clé de la solution à la crise vénézuélienne.

Les quatre périodes-clés

Période 1998 – 2002 : la déstabilisation du régime d'Hugo CHAVEZ

En 1998, H. CHAVEZ arrive au pouvoir, en remportant l'élection avec 56,20 % des voix exprimées. Cet événement marque un virage dans la vie politique vénézuélienne pour au moins deux raisons : l'annonce d'un engagement vers un programme socialiste et la défaite sans appel des partis traditionnels, que sont « *Accion Democratica* » (AD) et COPEI. Les politiques néo-libérales menées par AD et COPEI, plus particulièrement dans les années 1990, ont marqué le pays par un appauvrissement de la population, une hausse des inégalités, de la pauvreté et de la malnutrition, malgré l'un des taux de croissance économique des plus forts en Amérique latine.

Cette situation paradoxale et difficile est à la source d'une série de révoltes populaires. En 1989, pourtant élu sur un programme social-démocrate, le Président C.A. PEREZ annonce l'application de mesures néo-libérales dictées par le FMI, conduisant à une libéralisation des marchés de bien de première consommation, de l'énergie et des transports notamment, dans le but de maîtriser le déficit budgétaire. L'explosion des prix qui s'en suit et le sentiment de trahison des électeurs sont à l'origine [des émeutes du « Caracazo »](#) en 1989, véritable révolte populaire contre ces mesures d'austérité inattendues, et qui est suivi par la tentative de coup d'État de H. CHAVEZ, en 1992, alors qu'il n'était encore que lieutenant-colonel dans l'armée vénézuélienne.

Fort de son succès électoral, H. CHAVEZ, porteur de l'idéologie et de l'idéal bolivarien, entend bien mettre en œuvre le « socialisme du XXI^e siècle »¹⁷. Pour tenir ses promesses de campagnes, il prend rapidement des actions économiques et sociales radicales : restructuration de la PVDSA, compagnie nationale de pétrole, et révision de la Constitution, qui a été approuvée par référendum par près de 70 % des électeurs en 1999. De nouvelles élections présidentielles se tiennent alors en 1999, en respect avec la nouvelle Constitution. H. CHAVEZ est largement réélu avec près de 60 % des voix, car il bénéficie d'un cadre législatif favorable et du soutien populaire. Les bénéfices de la PVDSA sont aussi réorientés pour financer le programme social proposé par H. CHAVEZ.

La dégradation des relations entre le Venezuela et les Etats-Unis d'Amérique

Si les relations avec les États-Unis sont relativement neutres jusqu'en 2001, la situation se dégrade rapidement avec l'arrivée de l'administration BUSH Jr au pouvoir.

La décision de mettre fin à l'expérience chaviste

Plusieurs raisons peuvent être évoquées pour expliquer ce changement :

¹⁷ Expression attribuée au sociologue allemand DIETRICH Heinz, 1996. Il sera notamment prôné par H. CHAVEZ.

- Le Venezuela, grande réserve pétrolière mondiale située à seulement trois jours de bateau des États-Unis, est dirigé par un gouvernement ouvertement proche de Cuba.
- H. CHAVEZ réactive l'OPEP, alors organisation au pouvoir affaibli, pour rétablir le rapport de force des pays producteurs de pétrole dans les négociations internationales. Dans ce cadre, il réalise des visites officielles en Libye, Irak et Iran, tous membres OPEP.
- Le régime focalise ses efforts sur des politiques de réduction de la pauvreté et de développement de la démocratie participative, rejetant les politiques libérales prônées par les États-Unis et le FMI. Ces politiques sociales ne sont pas en faveur de l'élite économique du Venezuela, laquelle est proche des élites politiques et du monde des affaires américains.

En 2001, quelques événements précipitent les relations entre le Venezuela et les États-Unis vers une dégradation certaine : l'opposition de H. CHAVEZ, en accord avec Cuba, au Traité de Libre Échange des Amériques (FTAA), la fin de l'accord bilatéral de coopération militaire entre Washington et Caracas, et surtout l'opposition ouverte de H. CHAVEZ aux opérations militaires américaines en Afghanistan.

Une stratégie d'influence extérieure nourrie par des événements passés

La réussite du coup d'État – pendant 48 heures – indique que les stratégies mises en œuvre ont été efficaces sur au moins un point : le renversement du pouvoir en place par une force d'opposition. Il faut constater que les méthodes utilisées à cette période pour y arriver rappellent fortement celles à l'œuvre pendant les « Révolutions de Couleurs ». L'intervention au Venezuela est aussi très similaire à celles au Chili (années 1970), Nicaragua (années 1980) ou Haïti (années 1990 et 2004). L'objectif est de réussir à remplacer, par un conflit de basse intensité, des actions subversives et de l'ingérence, un président démocratiquement élu soit par :

- Coup d'État (Chili, Haïti).
- Processus électoral sous influence (Nicaragua).
- Sabotage de l'économie (Cuba).

Les tactiques utilisées dans ces autres pays se retrouvent au Venezuela, où le nom de H. CHAVEZ est simplement à remplacer par celui de la cible à atteindre :

- Isoler H. CHAVEZ de la scène internationale.
- Exploiter les tensions internes entre le gouvernement et l'opposition.
- Exploiter les problèmes connus par la population et le pays pour blâmer les politiques de H. CHAVEZ.
- Apporter le soutien à l'opposition pour construire un mouvement anti-CHAVEZ fort ;
- Financer et encourager les partis d'opposition.
- Recourir à une guerre de l'information pour décrédibiliser H. CHAVEZ et soutenir l'opposition.
- Manipuler les médias pour créer un climat d'insécurité, à travers la focalisation et l'exagération des conflits.
- Accuser H. CHAVEZ et son gouvernement de non-respect des droits de l'Homme et porter ces accusations sur la scène internationale.
- Associer H. CHAVEZ à des groupes terroristes.
- Discréditer l'image publique.
- Menacer le pouvoir en place d'une possible intervention plus directe par les États-Unis.

Les actions menées jusqu'au coup d'État convergent bien vers ces points : campagne de décrédibilisation du pouvoir au niveau national et international, financement des partis d'opposition.

Les médias vénézuéliens au cœur des opérations d'influence et des luttes informationnelles

L'accession de CHAVEZ à la présidence le 6 décembre 1998 n'est pas contestée. Ce scrutin avait la particularité d'être l'un des premiers conduits avec un système de vote électronique. Le déroulement du vote avait été supervisé par l'Organisation des États américains, l'Union européenne, la Fondation Carter, l'International Republican Institute (IRI) et n'a souffert d'aucune contestation. H. CHAVEZ prête serment le 2 février 1999 sur une constitution qu'il juge mourante et qu'il promet de réformer.

Hugo CHAVEZ et l'enjeu de la communication

La campagne a été marquée par une communication anti-impérialiste et des promesses visant les couches populaires du pays. H. CHAVEZ s'était présenté comme « le fléau de l'oligarchie et le héros des pauvres » dans un pays comptant alors 18 % de chômage et où 42,8 % de la population pauvre vivait avec moins de 1,90 \$ par jour. H. CHAVEZ va cultiver dans les médias l'image de l'homme providentiel, le « Libertador » (surnom de Simon Bolivar), de celui qui vient du peuple et se veut proche du peuple. Omniprésent dans la sphère informationnelle, il anime tous les dimanches son émission « Alo Presidente » dans laquelle il répond directement aux questions des citoyens.

Une fois installée au Palais de Miraflores, CHAVEZ peine à faire passer ses réformes au parlement et renvoie les Vénézuéliens aux urnes le 25 avril 1999 pour un référendum¹⁸ afin de former une nouvelle assemblée constituante. Il programme des élections pour le renouvellement de l'assemblée et annonce une nouvelle élection présidentielle en 2000. Le président H. CHAVEZ est alors au sommet de sa légitimité, mais ses réformes (agraire, pétrole) ainsi que la saisie de terrains côtiers déclenchent une vive contestation de l'opposition.

CHAVEZ doit faire face à la domination des forces hostiles au régime qui contrôle une grande partie des médias (presse écrite, télévisions privées, radios). Il a recours à la seule chaîne publique – Canal 8 – pour faire entendre sa voix. H. CHAVEZ, bon communicant, multiplie les déplacements dans le pays auprès des populations et une émission hebdomadaire est organisée durant laquelle il répond directement aux demandes des auditeurs. Il encourage également les membres de sa famille politique à communiquer plus régulièrement sur les médias locaux (radio et télévisions) afin d'expliquer la révolution bolivarienne et de contrecarrer les chaînes de télévision privées qui critiquent le gouvernement. Mais la réponse des membres de son gouvernement est très déficiente. Le Président CHAVEZ profite ponctuellement de l'émission « Alo presidente ! » sur la chaîne publique pour répondre aux flots de critique dont il est l'objet. Il existe encore à cette époque une liberté d'expression suffisante permettant aux médias de diffuser leurs contenus sans réel contrôle ou censure de l'Etat. La liberté de la presse est un principe respecté. Aucun journaliste n'a été emprisonné ni aucun moyen de communication n'a été fermé ou contrôlé dans le paysage informationnel du pays.

Ce rapport de force défavorable amène les forces chavistes à multiplier les incidents contre les journalistes et les médias de l'opposition. Le 7 janvier 2002, des manifestations devant le journal *El Nacional* voient les participants scander « [Dites la vérité !](#) ».

Une tentative de coup d'État couverte en direct par les médias

Les divergences d'intérêts entre le programme de H. CHAVEZ et l'élite économique du pays conduisent au développement d'actions de contestations visibles ou subversives. Les médias sous contrôle de

¹⁸ Le résultat du référendum donne 92 % de « oui » avec une participation de 40 %, avant de valider pour 72 % des participants le référendum constitutionnel du 19 décembre 1999. Le Venezuela devient alors la « République bolivarienne du Venezuela », le Sénat disparaît pour laisser sa place à un système monocaméral. Les élections générales promises par H. CHAVEZ¹⁸ ont lieu le 30 juillet 2000 où son parti récolte 59,3 % des voix.

l'élite économique participent à une forte campagne anti-CHAVEZ. Les principales chaînes de TV privées (*Venevision, Radio Caracas Television (RCTV), Globovision, Televen* et *CMT*) et neuf des dix grands journaux nationaux (dont *El Universal, El Nacional, Tal Cual, El Impulso, El Nuevo Pais, El Mundo*) diffusent des messages destinés à décrédibiliser le pouvoir, à le délégitimer et détruire son appui des populations.

La stratégie d'influence de l'opposition qui s'articule autour de la constitution d'un front uni¹⁹, passe par une recherche de légitimité indirecte en s'autoproclamant « société civile », pour se donner un poids symbolique face à la majorité chaviste bien qu'aucun programme ou projet politique clair n'émerge réellement.

À cette confrontation médiatique s'ajoutent des difficultés économiques. La nomination de G. PARRA en mars 2002 à la tête de la société nationale d'exploitation pétrolière PDVSA, dans le but d'aligner sa gestion avec la politique chaviste de redistribution des revenus. A la suite de cette décision, les médias privés appellent la population à manifester en suggérant qu'il s'agit ici d'une attaque contre la prospérité.

¹⁹En mars 2002, les représentants de la CTV, de la Fedecamaras et de l'Église catholique concluent un Pacte national de gouvernabilité en vue d'un renversement par voie démocratique du pouvoir.

Chronologie du coup d'État d'avril 2002²⁰

10 avril 2002 - La montée des tensions

Un général de l'armée dissident²¹ fait une déclaration sur une télévision privée avec un message à l'attention du Président CHAVEZ exprimant qu'il « [est] la cause de cette situation et vous devez donc abandonner le pouvoir ». Pedro CARMONA, le président de la fédération patronale Fedecamaras, appelle à une marche contre la prise de contrôle de l'industrie pétrolière devant le siège de la compagnie pétrolière le 11 avril. L'appel est diffusé sur une télévision privée²².

11 avril 2002 – Les affrontements

Au matin, une marche de protestation de 300 000 personnes se dirige vers le siège de la compagnie pétrolière. Parallèlement, une manifestation de soutien se rassemble aux abords du palais présidentiel. À 13 h, les leaders de l'opposition, C. ORTEGA en tête, encouragent la marche de protestation à se rediriger vers le palais présidentiel. Ce changement d'itinéraire n'était pas prévu. Les autorités demandent, via la télévision d'État (Canal 8), de stopper cette marche afin d'éviter une confrontation avec la manifestation de soutien proche de la présidence. En milieu de journée, la confrontation semblait imminente à l'approche de la manifestation du palais présidentiel entre l'opposition et les partisans pro-CHAVEZ.

Vers 14 heures, les forces de sécurité tentent de faire tampon entre les deux groupes. Des tirs se font alors entendre et les premières victimes tombent. Le symbole de cette confrontation se passe sur le pont Llaguno, où des échanges de tirs se font entre les deux camps. Les médias sont présents pour couvrir cette confrontation.

À 21 h 20, à la suite d'un long silence de la télévision d'État Canal 8, le conseil des ministres s'exprime pour dénoncer un coup d'État. À 21 h 30 le signal est coupé et ne reprendra plus. Les télévisions privées annoncent que le pays est sous contrôle par les nouvelles autorités hormis un petit groupe de ministres au palais présidentiel. Vers 22 h des membres du haut commandement militaire entrent dans le palais présidentiel pour demander la démission d'H. CHAVEZ. Il refuse de démissionner et les dissidents de l'armée menacent de bombarder le palais.

12 avril 2002- La prise de pouvoir

Vers 3 h 30, H. CHAVEZ décide de se rendre, mais il refuse de signer sa démission.

Vers 4 h 30, P. CARMONA annonce sur une chaîne privée la constitution d'un gouvernement de transition et de l'arrestation de H. CHAVEZ. Il est emprisonné sur l'île de Orchelía.

P. CARMONA dissout les institutions démocratiques vénézuéliennes et nomme 395 représentants du pouvoir législatif. Ces derniers acceptent le décret donnant à P. CARMONA les pleins pouvoirs.

Les États-Unis déclarent leur soutien au pouvoir de P. CARMONA et ne reconnaissent pas la violence des événements.

À 16 h 30, P. CARMONA prête serment comme nouveau président. Parallèlement, les soutiens chavistes s'organisent malgré le silence des médias traditionnels. Des manifestations pro-CHAVEZ sont repoussées par les forces de sécurité.

13 avril 2002- Une opposition contestée

Au matin, des manifestants chavistes, largement composés de populations des quartiers défavorisés et des Cercles bolivariens, convergent vers le palais présidentiel autour du slogan « Il n'a pas démissionné ».

Dans l'après-midi, le palais présidentiel est repris par la Garde Présidentielle, restée fidèle à H. CHAVEZ et P. CARMONA est évincé. Les ministres du gouvernement CHAVEZ sont de retour.

Les médias privés refusent d'annoncer la nouvelle et diffusent des émissions de divertissement.

En fin d'après-midi, P. CARMONA est interviewé sur CNN et confirme que le pays est calme et que son gouvernement a un « contrôle total » de la situation.

À 20 h, la chaîne TV d'État Canal 8 émet à nouveau. Le chef de la Garde Présidentielle y diffuse un appel aux forces armées pour soutenir le retour du gouvernement CHAVEZ. Des réponses positives sont émises par plusieurs de garnisons à travers le pays. À 22 h, le vice-président est intronisé comme président par intérim. L'armée annonce son respect de la Constitution.

14 avril 2002 - L'échec du coup d'État

H. CHAVEZ est ramené au palais par hélicoptère durant la nuit, acclamé par la foule. Les États-Unis doivent reconnaître publiquement le retour de H. CHAVEZ et revenir sur leur soutien à l'éphémère gouvernement d'opposition.

La pression de la rue joue en faveur de la sauvegarde du régime CHAVEZ

Le licenciement des cadres dirigeants de la compagnie pétrolière PDVSA, annoncé en direct à la télévision par le président le 7 avril 2002, engendre une intensification des manifestations de l'opposition, et les syndicats Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) et Fedecamaras

²⁰ La chronologie est essentiellement reconstituée à partir du documentaire « [The Revolution will not be televised](#) » paru en 2003. Les événements relatés sont cependant confirmés par d'autres sources d'information.

²¹ La dissidence dans l'armée est notamment portée par le colonel Pedro Soto, le contre-amiral Carlos Molina, le capitaine Pedro Flores et le commandant Hugo Sánchez.

²²Le commentaire du journaliste mentionne que la déclaration du général confirme que le président CHAVEZ est un agent de Fidel CASTRO.

déclenchent une grève générale. L'opposition parvient, grâce à la diffusion massive de l'appel à marcher par les chaînes de télévision privées, à rassembler 200 000 manifestants à Caracas. Le 11 avril 2002, cette marche sur Miraflores a été marquée par des violences meurtrières dont la résonance a été amplifiée par des opérations de manipulation destinées à discréditer le régime chaviste aux yeux du peuple vénézuélien.

Avant que le ministre de la Défense, le général Rincon Romero, annonce la fin du régime chaviste, des images de la chaîne Venevision tournaient en boucle. La scène présentait un groupe de partisans chavistes tirant au pistolet depuis le pont Llaguno. Selon la voix off, les pro-chavistes tiraient sur des manifestants, mais les chaînes de télévision n'avaient pas diffusé la même scène filmée d'un autre angle où l'on peut voir que la rue visée par ces tirs était déserte²³. Cette manipulation médiatique désignait H. CHAVEZ comme le responsable de la mort des manifestants à Caracas.

Par la suite, l'analyse attentive des prises de vue a démontré que les prises de vue utilisées pour accuser le camp pro CHAVEZ ont été interprétées mensongèrement. Des témoignages convergents indiquent que les premiers tirs ont été déclenchés par des éléments de la police de Caracas²⁴ et des snipers en embuscade dans les immeubles environnants. Une telle désinformation a pesé lourdement dans le choix du haut commandement de l'armée à se rallier aux chavistes. Rappelons que cet incident a provoqué 15 morts et 350 blessés, dont 157 par arme à feu.

Après la marche sur Miraflores, H. CHAVEZ est transféré à la base militaire de Fuerte Tiuna puis à l'île La Orchilla. Selon le journaliste John DIGES²⁵, le directeur de production de l'émission El Observador de RCTV, Andrés Izarra a déclaré à l'Assemblée nationale qu'il avait reçu l'ordre de ne pas diffuser d'informations sur CHAVEZ les jours qui suivirent le coup d'Etat. RCTV n'a donc pas diffusé les images des manifestations pro-CHAVEZ ou de la reprise de Miraflores par les pro-chavistes. Les autres principales chaînes ont également cessé de couvrir les événements et les journaux nationaux (El Nacional et El Universal) ont annulé leurs publications du dimanche. Cette censure a même conduit les chaînes vénézuéliennes à ne pas diffuser le communiqué des officiers de l'armée annonçant la fin de la tentative de renversement de CHAVEZ, message finalement diffusé sur CNN. Dans la nuit du 11 avril, les partisans d'H. CHAVEZ étaient parvenus à s'emparer de la chaîne Venezolana de Television pour diffuser en direct leur message. À la suite de cet appel, un bataillon basé à Maracay avait lancé une opération le matin du 14 avril pour libérer CHAVEZ.

Les limites du dispositif informationnel offensif de l'opposition

Les liens entre l'opposition et les autorités américaines se sont renforcés à la suite de l'élection de CHAVEZ. Les figures de l'opposition, telles que A. PENA, maire opposant de Caracas, P. CARMONA, M. COVA ont rencontré à plusieurs reprises aux États-Unis, les représentants de l'administration BUSH. Cette dernière double les financements d'ONG américaines faisant « promotion de la démocratie ». Ce soutien a été croissant jusqu'à aujourd'hui. Des structures telles que l'[USAID](#) et la [NED](#) et ses différentes branches²⁶ ont été la colonne vertébrale de cet apport à vocation « humanitaire »²⁷. Ces visites bilatérales sont l'occasion d'asseoir la position de l'opposition : lorsque le chef de la CIA (G. TENET) exprime publiquement son inquiétude sur la situation du Venezuela, cette inquiétude est

²³ K. BARTLEY, D. O'BRIAIN, « *The revolution will not be televised* », Power Pictures, 2003.

²⁴ Il est à noter que les forces de l'ordre municipales sont sous commandement du maire de la ville, A. PENA, farouche opposant au chavisme.

²⁵ « Soul Search » Columbia Journalism Review, Vol 44 n°2, juillet/août 2005, p. 52-58.

²⁶ À savoir l'ACILS, le CIPE, l'IRI et le NDI.

²⁷ Les autorités vénézuéliennes dirigées par CHAVEZ puis MADURO n'auront de cesse de dénoncer le rôle de ces ONG dont la mission réelle, selon les chavistes, consiste à former l'opposition aux techniques de lutte politique.

immédiatement reprise dans les médias privés et soutenue par certains officiers de l'armée vénézuélienne²⁸.

Le vice-amiral dissident Victor Ramirez PEREZ déclare à la journaliste Ibeyise PACHECO, sur la chaîne privée Venevision : « On a eu une arme capitale : les médias. Et puisque l'occasion se présente, je tiens à vous en féliciter ». À la même heure, Patricia POLEO, journaliste vedette au Venezuela, est interrogée depuis Madrid et déclare à la chaîne de TV espagnole TVE qu'elle « croit que le prochain président sera M. Pedro CARMONA ». Or, ces événements se passent le 11 avril 2002, avant minuit. Le coup d'État n'a pas encore été annoncé et CHAVEZ n'a toujours pas démissionné. Le mouvement insurrectionnel est censé avoir été spontané.

Cette guerre de l'information, permise par la liberté d'expression et par la domination informationnelle de l'opposition, consiste en deux opérations soutenant leur stratégie :

- Un « bombardement » de messages critiques à l'égard des politiques chavistes et des soutiens au pouvoir. Les quartiers populaires sont par exemple nommés « zones rouges », peuplées d'« ignorants » ou de « délinquants ».
- Une propagande en faveur des acteurs d'influence d'opposition, comme l'organisation syndicale Fedecamaras, dirigée par Pedro CARMONA, la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), dirigée par Carlos ORTEGA, les dissidents de l'armée ou certains cadres de la PDVSA.

Cette campagne de guerre de l'information a débuté dès 2001 et elle visait à diaboliser la nouvelle administration vénézuélienne. Les arguments se basent rapidement sur le rapprochement du Venezuela avec Cuba, le danger de propagation de régimes communistes en Amérique Latine et également sur des accusations de soutien au narcoterrorisme. Les médias d'opposition formulent aussi des accusations sur de potentiels accords passés entre les forces chavistes et des organisations activistes et de transformer le Venezuela en terre d'accueil pour le terrorisme.

Les attaques de concentrent sur les liens potentiels passés avec l'Iran. Leur narratif non sourcé de manière précise la plupart du temps, en affaiblit la portée :

« Des sources des services de renseignement ont mis au jour des accords passés avec des éléments liés au Hezbollah de [l'île vénézuélienne de] Margarita, qui sont contrôlés par l'ambassade d'Iran. On se souvient que, du temps de la campagne de Chávez, un dénommé Moukhdad aurait été très généreux avec le président actuel. Cela mérite remerciement et maintenant l'Iran veut faire du Venezuela une base d'opérations, en échange de l'entraînement de Vénézuéliens dans les organisations iraniennes de défense de la révolution islamique. Le terrorisme est parmi nous. »²⁹

La décrédibilisation de H. CHAVEZ se poursuit en utilisant un champ lexical dégradant à son égard, par des comparaisons à des figures connotées, voire franchement insultantes, telles que Hitler ou Mussolini, ou en le qualifiant de fasciste, dictateur, tyran ou comme été associé à des narcotrafiants. Les partisans du régime sont souvent identifiés dans la presse comme des « talibans », des « hordes » ou des « scélérats ».

²⁸ Le camp de l'opposition s'organise ainsi en réunissant les représentants nationaux des intérêts privés ou des forces politiques hostiles à l'administration CHAVEZ. L'union entre des représentants de syndicats patronaux, des intérêts privés, des médias privés et quelques représentants du haut commandement militaire profite des formations données par ces ONG pour perfectionner leurs techniques d'influence et se constituer comme entité capable de gouverner après prise du pouvoir.

²⁹ *Entrelíneas*, El Nacional, 15 mars 2002.

Cette campagne de décrédibilisation est utilisée de manière intensive et ne cherche pas forcément à s'appuyer sur un argumentaire vérifié. Ainsi, le 3 mars 2003, *El Nacional* publie une interview de Ignacio RAMONET, alors rédacteur en chef du *Monde Diplomatique*. L'article rapporte que ce dernier aurait ouvertement critiqué la politique vénézuélienne en disant notamment que « Le président H. CHAVEZ manque d'un corpus intellectuel respectable, ce qui fait que son navire dérive en permanence. Quand il a gagné les élections, il m'a semblé que se profilait quelque chose de réellement important. Mais (...) le populisme l'a vaincu, comme il arrive si souvent dans ce cas. (...) J'ai vu des vidéos où il chante des boléros santiagueros en expliquant son programme économique, si tant est qu'il en ait un. Je crois que ces faits, vrais et vérifiables, m'épargneront de donner mon avis sur un tel personnage ».

Ces propos sont initialement publiés sur le site Analitica par le prétendu chercheur les ayant recueillis, un certain Emiliano Payares GUZMAN, chercheur mexicain à Princeton. Surpris par ces propos, Ignacio RAMONET dément cette publication et réfute les avoir tenus. A la suite de cette polémique, le chercheur mexicain avoue avoir falsifié l'information, dans un but de prouver la non-vérification systématique des sources³⁰.

Les liens entre certains médias nationaux et les États-Unis s'affichent ouvertement. Ainsi, le 19 mars 2002, alors que l'agence de presse Venpres³¹ accuse de « narcojournalistes » I. PACHENO (directrice d'*Asi es la noticia*, membre de *El Nacional*), P. POLEO et JD. BLANCO (*Globovision*), ces derniers feront une contre-attaque médiatique sur le ton de la persécution depuis l'ambassade des États-Unis, avant de s'envoler pour Washington.

Mais l'opposition atteint ses limites dans la montée des enchères en matière de guerre de l'information. Le lancement d'actions d'amplification de la crise, comme le 5 avril 2001, à la veille de la grève des stations-service, des médias privés incitent à se procurer du carburant très vite, avant épuisement, ce qui provoque un chaos dans un contexte où la participation à la grève n'était pas si conséquente et amplifie donc la situation.

³⁰ Evènement corroboré par plusieurs sources (p. ex. *Le Monde Diplomatique*, RSF).

³¹ Il est à noter que les propos tenus par Venpres ne sont pas soutenus par H. CHAVEZ et conduisent au renvoi du directeur de Venpres.

Période 2002 – 2013 : Le renversement du rapport de force

H. CHAVEZ a tiré les leçons du coup d'Etat tenté contre lui. Il va se battre sur plusieurs fronts pour renverser le rapport de force :

- Briser le monopole médiatique aux mains de l'opposition. La presse écrite hostile à CHAVEZ va manquer de papier pour imprimer des journaux. Les chaînes de télévision et les radios privées sont nationalisées.
- Rompre l'[encerclement cognitif](#) extérieur et intérieur en demandant à sa mouvance politique de reprendre l'initiative sur le terrain partout où c'est possible. Les partisans pro-CHAVEZ créent des points d'appui informationnels dans les territoires sur lesquels ils exercent une certaine influence. Ils créent ainsi une sorte de toile d'araignée informationnelle dont la résonance monte en puissance entre 2003 et 2013. Cette stratégie de contre-information est consolidée par la création de milices armées qui sont présentes aussi bien à l'intérieur des terres que dans la capitale du pays où elles occupent le terrain autour du site présidentiel, donc du centre du pouvoir détenu par H. CHAVEZ.

L'émergence d'un contre-pouvoir médiatique

Dans la sphère des médias audiovisuels, les chaînes privées ont été nationalisées et les médias communautaires (Catia TV, Avila TV) ont fleuri. Des chaînes dédiées aux avancées de la Révolution (Vive TV, TVes) sont également apparues.

Ces modifications du paysage informationnel concernent également la presse écrite avec l'avènement des journaux communautaires dont la distribution gratuite est orchestrée par le gouvernement chaviste. Le journal progouvernemental *Diario Vea* est créé alors que l'opposition répond par le lancement en 2001 de *Tal Cual*. De plus, un vaste réseau d'influence a été bâti via des associations (Cercles bolivariens), des organismes (CIM), mouvements (*Manos fuera de Venezuela*), mais également via Internet (blogs, sites, agence de presse en ligne comme ABN). Le gouvernement favorise le développement de l'information par Internet en lançant des campagnes d'« infoalphabétisation ou la création d'« infocentres ». Les médias alternatifs comme Catia TV ont reçu un soutien appuyé du président CHAVEZ afin d'obtenir un statut légal, des locaux et matériels. Ce nouveau type de média a permis au régime chaviste de développer sa propagande d'idéal socialiste et de démocratie participative. Pour le gouvernement, ces médias alternatifs sont censés éliminer les médias privés affiliés au « capitalisme ».

Les médias et les journalistes sont vus « comme des ennemis de la révolution et en tant qu'acteurs politiques qu'il faut combattre ». La contre-attaque de CHAVEZ se déroule en plusieurs étapes :

- La *ley orgánica de telecomunicaciones* (LOTEL) est adoptée en 2000 et modifiée en 2011 dans un sens restrictif. Elle a permis la fermeture de plusieurs médias et elle donne à la *CONATEL*

(Commission Nationale des Télécommunications)³² le pouvoir de contrôler l'application de l'ensemble des lois relatives au secteur³³.

- La *Ley de Responsabilidad Social en Radio y Televisión* (RESORTE) adoptée en 2004 a pour but la promotion de la responsabilité sociale de tous les professionnels des médias. Elle prévoit notamment l'obligation de diffusion des messages du gouvernement. Initialement destinée à la radio et à la télévision, elle s'applique à l'ensemble des médias sociaux et digitaux depuis 2010.
- Les procédures judiciaires contre les médias et journalistes se sont accélérées et se sont matérialisées par la fermeture du média d'opposition Radio Caracas Televisión (RCTV) en 2007 et d'autres médias (radio ou télévision). Les chaînes nationales de radio et de télévision sont cadenassées et la censure et l'autocensure s'imposent. Les journalistes subissent des intimidations et leurs employeurs craignent la fermeture.

L'émergence d'un réseau de contre-pouvoirs locaux

La « créativité chaviste » se manifeste par le développement des médias communautaires au détriment des médias privés. Le développement des médias communautaires entend faire valoir ce droit et donner à la population la possibilité de s'exprimer, hors du cadre traditionnel. Cette politique très volontariste s'appuie sur les embryons de groupes de militants locaux pro chavistes à travers le pays.

Cette source d'information est produite par la communauté locale, pour la communauté locale. L'initiative est soutenue par l'État, qui encourage leur développement dans le paysage audiovisuel – les opérateurs de services payants (câble/satellite) ont pour obligation de diffuser gratuitement jusqu'à 15 % de programmes issus des médias communautaires. Cette démarche rompt les codes des médias privés traditionnels et majoritaires, n'affichant plus un « journaliste professionnel, homme, blanc, aisé, qui impose sa théorie », mais des formats et des contenus en adéquation avec l'identité et les besoins des communautés.

Peu à peu, les groupes de militants locaux³⁴ acquièrent de l'expérience et forment un contre-pouvoir cognitif de plus en plus réactif dont le régime va officialiser l'existence. La télévision d'État Vive TV se place en représentante des médias TV collectifs, relayant leur discours au niveau national et se plaçant comme porte-parole et garant de leur existence.

Cet ancrage territorial est officialisé en 2007. Par un décret, H. CHAVEZ crée la Milice nationale bolivarienne qui est un réseau de volontaires civils composé d'hommes et de femmes, de tout âge. Fidèles à l'idéal bolivarien du « peuple en armes », elles considèrent H. CHAVEZ comme Chef Suprême de la milice, au-dessus du Chef des Armées, N. MADURO.

Cette milice n'a pas qu'un rôle d'organe de défense des institutions. Elles font partie de vecteurs de cohésion sociale, surtout auprès des classes populaires, qui y voient un moyen de poursuivre l'ambition de démocratie participative et de développement de communautés soutenue par H. CHAVEZ. Elles

32 Commission Nacional de Telecomunicaciones : autorité de réglementation et de délivrance de licences du secteur des Télécommunications.

33 URRIBARRÍ, Raisa ; DÍAZ HERNÁNDEZ, Marianne. *“Políticas públicas para el acceso a Internet en Venezuela”*., juillet 2018.

34 En parallèle, les Tupamaros et autres groupes armés d'extrême gauche composés de « guérilleros » ayant contribué à l'accession de H. CHAVEZ au pouvoir, acquièrent de plus en plus d'influence au sein de l'appareil sécuritaire et politique, disposant même à partir de 2006 du titre de « colectivos », leur permettant ainsi de recevoir des subventions publiques et des postes élevés dans l'administration de l'État.

sont représentantes du chavisme dans les zones où elles sont présentes, se faisant relais local du pouvoir et de l'idéologie chavisme. L'adhésion aux « Milices Bolivariennes » présente d'autres avantages non négligeables en cette période de crise. Les membres reçoivent en effet des bénéfices, tels que des repas gratuits et un accès prioritaire aux aides de l'État.

Le rôle central de l'armée en soutien au régime

L'armée reste un acteur central de ce conflit politique, en effet, depuis l'échec du coup d'État de 2002, les autorités ont porté une attention particulière à nommer des cadres fidèles au régime et à leur assurer des revenus substantiels et un accès privilégié aux postes clés de l'économie. L'appel lancé le 30 avril 2019 par le leader de l'opposition J. GUAIDO enjoignant les forces armées à le rejoindre a échoué³⁵.

Le régime a développé une politique « d'incitation à la fidélité » selon le terme utilisé par Rocío SAN MIGUEL, directrice de l'ONG vénézuélienne *Control Ciudadano*³⁶. Avec l'arrivée au pouvoir du Président CHAVEZ, les militaires vénézuéliens sont sortis des garnisons pour occuper des postes dans l'administration liés au contrôle de l'économie. Cette pratique aurait été amplifiée avec l'arrivée de MADURO au pouvoir comme l'illustre l'augmentation du pourcentage des postes gouvernementaux occupés par des cadres militaires : de 25 à 48 % entre 2014 et 2017 selon les chiffres fournis par *Control Ciudadano*³⁷. La même source détaille les trois domaines dans lesquelles les cadres militaires sont actifs au sein de l'administration : la société pétrolière nationale PDVSA dirigée par un Général de la garde nationale, la société minière Camimpeg, également sous la responsabilité d'un Général en exercice, et l'administration de la Gran Misión Abastecimiento Soberano (GMAS)³⁸ dirigée directement par le ministre de la Défense Vladimir Padrino López.

Une partie de cadres des forces armées n'ont donc pas d'intérêt à un changement de régime, car ils en tirent des bénéfices économiques et un changement les mettrait dans une situation très compromettante en raison de la corruption et des activités illicites sous leurs responsabilités selon Phil GUNSON de l'ICG³⁹.

Le régime a également mis en place un contrôle politique stricte des forces armées assorties de sanctions. La constitution du pays prévoit que les forces armées doivent s'abstenir de participer à toute activité ou propagande politique⁴⁰. Les autorités ont cependant rapidement engagé les forces armées dans le soutien à la révolution bolivarienne au « chavisme ». Selon Rocío SAN MIGUEL de *Control Ciudadano*, les forces armées sont devenues le « bras militaire de la révolution » qui ne répond ni à l'État, ni à la constitution, mais au parti⁴¹.

³⁵ [“Venezuela crisis : How the political situation escalated”](#), BBC News, 08/08/2019.

³⁶ SAN MIGUEL Rocío est présidente de l'ONG *Control Ciudadano para la Seguridad, la Defensa y la Fuerza Armada Nacional* (Organisation qui promeut un contrôle citoyen sur les questions de sécurité nationale, des forces armées et des forces de sécurité au regard des normes applicables.

³⁷ BERMUDEZ Ángel, [Crisis en Venezuela: cómo Nicolás Maduro ha conseguido mantener el apoyo de los militares](#), BBC News Mundo, 31/01/2019.

³⁸ GMAS : *Grande Mission d'Approvisionnement Souverain*, créée en 2016 pour développer l'approvisionnement souverain et indépendant du pays en biens de consommations et notamment en denrées alimentaires

³⁹ BERMUDEZ Ángel, [Crisis en Venezuela: cómo Nicolás Maduro ha conseguido mantener el apoyo de los militares](#), BBC News Mundo, 31/01/2019.

⁴⁰ Art. 328 et 339 de la constitution du Venezuela

⁴¹ BERMUDEZ Ángel Bermúdez, [Crisis en Venezuela: cómo Nicolás Maduro ha conseguido mantener el apoyo de los militares](#), BBC News Mundo.

À son arrivée au pouvoir, le président CHAVEZ avait déjà entamé une purge au sein de l'Etat-Major afin d'assurer un alignement avec son programme de révolution bolivarienne. Parallèlement, les nouveaux cadres ont été choisis en fonction de leur loyauté politique.

Mais pour certains, ce changement a été litigieux et les a conduits à la dissidence. C'est le cas du général Raúl Isaias BADUEL qui a été responsable de retour de H. CHAVEZ au pouvoir à la suite du coup manqué de 2002 avant de devenir son ministre de la Défense. En juin 2007, le général BADUEL a formulé des critiques du capitalisme d'État et mentionné l'échec du « socialisme réel » lors de son discours de départ à la retraite. Quelques mois plus tard, il s'est opposé au projet de réforme constitutionnelle qui prévoyait la possibilité de réélection indéfinie du président. Une enquête du procureur militaire a été ouverte et le général BADUEL a été arrêté en 2009 et condamné pour actes de corruptions. Cette condamnation serait le résultat de ses critiques du régime selon le général qui a déclaré : « Je suis un prisonnier de CHAVEZ ». Les forces armées vénézuéliennes sont soumises au contrôle de l'appareil d'intelligence qui punit tout acte à l'encontre de la révolution bolivarienne⁴².

Un affrontement qui se pérennise par le biais des luttes informationnelles

L'accalmie post-coup d'État est de courte durée. En 2002, le pays connaît une sorte de « guerre des marches », période d'intensification des manifestations par chaque camp ; elles deviennent plus fréquentes, plus mobilisatrices et souvent plus violentes. Un détail les différencie cependant : celles de l'opposition bénéficient d'une large couverture médiatique, notamment internationale, contrairement à celles des partisans chavistes. Le 11 juillet 2002, C. ORTEGA, dirigeant du syndicat du patronat⁴³, rappelle que « nous [l'opposition] ne prendrons pas de repos jusqu'à ce que CHAVEZ s'en aille. »

Parallèlement, l'opposition voit ses forces se restructurer. Les ONG financées par les Etats-Unis connaissent un regain d'activité et d'efforts pour étendre leur implantation dans le paysage local et pour soutenir cette opposition, désormais regroupée sous la « Coordination Démocratique ». L'ouverture d'un Bureau pour la Transition, *Office for Transition Initiatives* (OTI), normalement réservé aux zones de conflit, n'a rien d'anodin. Aux côtés du DAI⁴⁴ et de l'IRI⁴⁵, il crée le *Venezuela : Iniciativa para la Construccion de Confianza* (VICC), dont l'objectif annoncé est « d'assister le peuple du Venezuela dans la mise en œuvre de conditions politiques capables d'éviter un conflit violent et une crise systémique »⁴⁶. Le DAI et la NED continuent le financement des groupes citoyens / initiatives locales, dont plusieurs ayant soutenus précédemment la tentative de coup d'État de 2002. Un des projets clés du DAI reste la conception de plusieurs spots TV et radio dans le but de promouvoir « les valeurs de la modernité et de la démocratie, pour rompre avec les modèles paternalistes et populistes »⁴⁷.

L'échec de la grève générale

Le 2 décembre 2002, la « Coordination Démocratique », avec le soutien des syndicats patronaux, déclenche une grève générale nationale. Peu suivie dans un premier temps, elle devient quasi forcée par le fait que le patronat fait partie de grévistes. De nombreux dirigeants, dont ceux de la PDVSA,

⁴² Ibid.

⁴³ En l'occurrence la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV).

⁴⁴ Development Alternatives, Inc.

⁴⁵ International Republican Institute

⁴⁶ [Publication offline depuis 2004.](#)

⁴⁷ Don du DAI à FERNANDEZ Carlos, Référence G-3822-101-008, \$9946,85, (12/09/2002-02/07/2003).

mettent les travailleurs au chômage technique. Durant 64 jours, le pays vit au ralenti, en manque de denrées de base et de production énergétique (gaz, pétrole et ses dérivés). Si le but est bien de créer une colère de la population et d'en provoquer le retournement contre le pouvoir, ces dernières s'adaptent, ne cèdent pas et maintiennent leur soutien au chavisme. Les épisodes insurrectionnels ont marqué les esprits et celui du *Caracazo* hante encore les mémoires.

La grève générale n'a pas d'impact notable, mais la PDVSA est mise à l'arrêt de manière forcée par ses dirigeants, acquis à l'opposition. Quand le secteur pétrolier est en difficulté, l'État en ressent toutes les conséquences, et financières tout d'abord. Il est estimé une baisse du PIB de 10 % pour l'année 2003, handicapant lourdement les programmes sociaux du gouvernement chaviste. Rien n'y fait, H. CHAVEZ reste soutenu par les populations bénéficiant de sa politique, c'est-à-dire la majorité. La grève s'essouffle et la population ne semble pas pour autant tourner le dos au chavisme.

La résistance informationnelle de l'opposition

Les productions médiatiques du DAI et de l'OTI ne sont pas anecdotiques. Dès le déclenchement de la grève générale, les médias privés révisent la quasi-intégralité de leurs programmations pour laisser les temps d'antenne disponibles pour la diffusion de spots couvrant et faisant promotion de la grève. Une fois encore, les médias privés se font voix de l'opposition, et les témoignages estiment à « quelque 700 annonces similaires, quoique très variées, diffusées quotidiennement⁴⁸ ».

« Désinformation, projection saccadée d'images négatives, techniques d'induction par de la peur et du stress, suggestion quasi hypnotique, répétition, falsification et invention à l'excès ne sont que quelques-unes des techniques de choc délibérément utilisées, non seulement dans des spots ouvertement politiques, mais aussi dans des émissions normales. Répétitions assommantes, diffamations incessantes et diabolisation implacable des partisans de CHAVEZ. Exagération, déballage négatif et couverture jusqu'à saturation du moindre fait ou évènement mineur vaguement susceptible de présenter le gouvernement CHAVEZ sous un mauvais jour. Interviews tonitruantes, à feu roulant, invariablement négatives. Utilisation à l'excès de mots provoquant la panique [...]. Usage délibéré de termes lourds de sens, tels que « crimes contre l'humanité » ou « génocide » dans de mauvais contextes, pour décrire les évènements en cours au Venezuela. Exploitations des enfants dans des interviews visant à susciter des sentiments hostiles à H. CHAVEZ [...]. Les Vénézuéliens sont soumis à un programme massif de thérapie anti-CHAVEZ, 24 h sur 24, sept jours sur sept, mois après mois, ad nauseam. Les gens s'éveillent et s'endorment avec tout cela⁴⁹ ».

L'opposition s'appuie une nouvelle fois sur ses relations avec les médias privés traditionnels pour réaliser une campagne intense d'attaque contre le gouvernement, dénonçant ses échecs, la dégradation de la situation du pays, la crise économique, les méthodes non respectueuses du droit utilisées par le gouvernement. Les efforts déployés en matière de guerre de l'information ne suffisent cependant toujours pas à retourner la population contre le pouvoir.

La tentative de référendum révocatoire

L'opposition décide début 2003 de changer de méthodes pour prouver l'illégitimité de H. CHAVEZ. En s'appuyant sur une démarche démocratique, elle organise en février 2003 un *firmazo*, une collecte de signature d'électeurs permettant, s'il dépasse les 20 % de participation, de provoquer un référendum révocatoire contre le président élu. La manœuvre est menée par [l'organisation Sumate](#), dont les chavistes dénoncent les liens avec Washington et les financements de la NED. Si la démarche est constitutionnellement valable, elle est légalement irrecevable. La Constitution prévoit bien la possibilité d'un référendum révocatoire, mais uniquement à mi-mandat : la manœuvre de *Sumate*

⁴⁸ Témoignage d'Eva GOLINGER alors sur site. Ce chiffre couvre la période entre décembre 2002 et janvier 2003.

⁴⁹ RENSELLER Carlos, « *Venezuela's Media Mindshock* », 20 décembre 2002

intervient six mois et dix-huit jours trop tôt et perd donc toute légitimité, comme le confirme le Conseil national électoral⁵⁰.

Menées par l'OEA et le Carter Center, des négociations entre le pouvoir et l'opposition aboutissent en mai 2003 à l'organisation d'un futur référendum révocatoire légitime. Le *reafirmazo* a lieu entre le 28 novembre et le 1^{er} décembre 2003, sous l'autorité des membres du Conseil national électoral (CNE)⁵¹. Le 24 février 2004, les résultats annoncés ne permettent pas le déclenchement du référendum : 1 832 493 signataires valides sont confirmés et près de 1,2 million de signatures rejetées, considérées frauduleuses ou irrégulières⁵².

Pour lever le doute, le CNE prévoit un processus de contre-vérification d'une partie des signatures douteuses, demandant aux signataires présumés de se présenter pour confirmer leurs intentions. Cette action se voit rapidement perturbée par l'ingérence de Washington, exprimant ses doutes sur le respect des règles démocratiques et surtout par l'injonction de deux magistrats de la Cour électorale du Tribunal Suprême de justice de réintégrer l'ensemble des signatures douteuses. Cette décision permet non seulement de disposer du nombre potentiellement suffisant de signatures nécessaires, mais renverse aussi le fonctionnement de la procédure de vérification en faveur de l'opposition. Plus de 800 000 signatures sont réintégrées dans le comptage. Le référendum a bien lieu, le 15 août 2004. Alors que les bureaux de vote n'ont pas encore tout à fait fermé, l'opposition, relayée par des médias nationaux et internationaux, entame déjà une campagne annonçant son succès proche. Les chiffres annoncés proviennent de l'institut de sondage américain *Penn, Schoen & Berland*, missionné pour réaliser un sondage à la sortie des urnes – ce qui par ailleurs viole à la fois l'interdiction de ce genre d'action et l'interdiction de publication de chiffres avant l'annonce des résultats officiels. Cette opération de promotion, alliée à un silence concernant les résultats du pouvoir actuel, doit pouvoir tenir informés les citoyens vénézuéliens de l'état du score de l'opposition et surtout pouvoir influencer leur choix, obtenir leur consentement à la destitution de H. CHAVEZ.

Les résultats officiels sont donnés le 16 août, vers 4 h du matin, puis confirmés par le Carter Center, organisme américain au demeurant, vers 13 h : H. CHAVEZ est confirmé dans sa fonction de président, avec près de 59 % des voix exprimées. Dans un dernier élan, voyant la réussite de H. CHAVEZ arriver, l'opposition tente une dénonciation d'actes frauduleux et demande une invalidation du scrutin auprès du CNE. Ce dernier entend sa plainte, accepte de retarder l'annonce des résultats, mais pour faire suite à la validation par le CNE et le Carter Center, la victoire du pouvoir est confirmée.

La tentative de la désobéissance civile

L'échec déclaré par le CNE de la nouvelle consultation, légitime celle-ci, par insuffisance de signataires soutenant le référendum, est un nouveau revers pour l'opposition. Le déclenchement du processus de contre-vérification des signataires dont les voix semblent douteuses provoque une campagne de dénonciation d'abus du pouvoir et d'appel à l'insurrection par les représentants de l'opposition, Coordination Démocratique en tête. Ces opérations de désinformation et la violence des

⁵⁰ Décision du 12/09/2013, résolution n°030912-461.

⁵¹ Pour être valide et déclencher un référendum révocatoire, 20 % du corps électoral doit s'exprimer en sa faveur, c'est-à-dire environ 2,4 millions de signataires. Se déroulant dans le calme, et avec toute la ferveur de l'opposition qui rêve d'un succès proche, la consultation est surtout marquée par de forts soupçons d'irrégularités, qui laissent l'issue définitive du scrutin connaître des retards et des rebondissements. Il faut près de deux mois pour dépouiller les résultats, sous contrôle du CNE et sous le regard du Carter Center.

⁵² 143 930 frauduleuses, 233 573 non-conformes et 876 017 figurent sur des *planillas planas*, c'est-à-dire signées en double.

manifestations, meurtrières parfois, sont prises par les médias privés et se font entendre au-delà des frontières. Washington n'hésite pas à exprimer son inquiétude et son doute sur le bon fonctionnement du processus démocratique et suggère de nouvelles techniques de recomptage, soutenant ainsi ses alliés locaux.

Des stratégies internes de contestation naissent aussi pour renforcer la pression sur le gouvernement pour le pousser à la réévaluation des signatures recueillies. L'opposition provoque notamment un épisode insurrectionnel, la *Guarimba*. Soutenant des groupes d'extrême-droite à la désobéissance civile et à des actions de violence urbaine, l'objectif est d'instrumentaliser la réaction des forces de l'ordre, qui ne se fait pas attendre, pour prouver les défaillances de l'État en matière de respect des droits de l'Homme ou de sa capacité à maintenir l'ordre public. Cette tactique de terreur fonctionne mieux. Le climat d'instabilité et d'insécurité créé amène le gouvernement à consentir un recomptage des signatures, le *reparo*, qui aboutit à la confirmation du référendum.

Le renversement du rapport de force médiatique

Le pouvoir de H. CHAVEZ s'est appliqué à contrôler toutes les strates des médias (télévision, radio et presse écrite) afin d'exercer une propagande pour l'action gouvernementale et contre toute opposition ou entité qui tente d'exercer une activité politique. Parallèlement, le Mouvement Cinquième République du président CHAVEZ accapare tous les pouvoirs constituant l'Etat dans un régime démocratique (judiciaire, exécutif et législatif). Le pouvoir judiciaire et l'ensemble des institutions de l'administration publique ont été employés comme une barrière pour empêcher l'accès aux données relatives à la gestion des ressources de l'État et autres questions liées à la gouvernance. Les institutions censées être indépendantes, comme le parquet ou le médiateur, ont également été accusées de connivence avec le régime chaviste.

La dynamique informationnelle devient pro-chaviste

Paro petrolera (la grève du secteur pétrolier) a paralysé la principale source de revenus du pays de fin décembre 2002 à février 2003 et a pris fin en août 2004 avec le référendum révocatoire. Durant cette crise, le produit intérieur brut vénézuélien a connu une forte contraction de près de 10 %. Cette situation menaçait le régime qui avait résolument besoin de la manne pétrolière pour conduire sa révolution socialiste. Le référendum révocatoire de mandat proposé par H. CHAVEZ et organisé sous l'égide de l'opposition a, certes, mis fin à la grève, mais la popularité du leader a décliné. C'est dans ce contexte que CHAVEZ s'était pleinement investi dans l'activisme politique dans son pays, et d'acquérir une dimension régionale et internationale. Les médias ont servi de catalyseur à cet activisme afin de relancer une dynamique favorable au gouvernement.

La restructuration de l'agence d'information nationale donne naissance à l'Agence bolivarienne d'informations (Agencia Bolivariana de Noticias, ABN). Elle offre à H. CHAVEZ une plus grande caisse de résonance pour ses discours, fermement anticapitaliste et anti-impérialiste. Le président a maintenu ce cap et s'est appuyé sur des symboles comme le 24 juillet 2005, date d'anniversaire de Simon BOLIVAR, où la chaîne publique Telesur a été créée. Ce média, de dimension régionale et diffusé alors dans quatre pays (Venezuela, Uruguay, Argentine, Cuba), avait pour but de consolider l'identité latino-américaine et de contrer la suprématie des médias « impérialistes » comme CNN. H. CHAVEZ lance la même année le centre international Miranda (CIM) pour promouvoir la révolution bolivarienne et les avancées du Venezuela. Parallèlement, le gouvernement a fait évoluer la législation des médias (voir 5.1, Loi Resorte) pour contrôler les programmes d'opinion, qui évitent désormais d'écorner l'action du

gouvernement. La fin de la grève coïncide avec une révolution de la sphère médiatique, dont les canaux ont évolué et sont utilisés au service du gouvernement.

Le recours à la censure

La presse est incontestablement l'un des exemples les plus tangibles démontrant l'intention de censure voulue par le régime bolivarien. Des abus, agressions et autres intimidations ont été dénoncés par des journalistes dans le pays. Selon les données recueillies par l'Institut Presse et Société (IPYS), même en 2012, soit la dernière année d'exercice complète du président CHAVEZ, vingt-deux violations de la liberté d'expression, sept cas de refus arbitraires pour l'accès des journalistes et des médias aux sièges d'organismes publics, et cinq plaintes pour vol de matériel journalistique ont été comptabilisés. Des actions en justice ont eu lieu contre les médias qui ont enquêté sur des thématiques considérées comme sensibles par l'État. Enfin, la Cour suprême de justice (TSJ) est accusée par les journalistes⁵³ d'être l'un des principaux obstacles pour ces derniers, ou pour les organisations non gouvernementales, pour faire respecter le droit d'accès à l'information publique. Les plaintes, qui à cet égard sont portées devant les tribunaux, n'ont pas, dans la plupart des cas, eu in fine une issue favorable aux plaignants⁵⁴.

Ce basculement de rapport de force dans la sphère médiatique, à la faveur du régime chaviste, a engendré un groupe de journalistes et de médias privilégiés, considérés par l'opposition comme des acteurs politiques. Avec cette hégémonie informationnelle, le gouvernement est parvenu à créer une structure médiatique sans précédent dans l'histoire du pays ou en Amérique latine. Les médias étaient de facto au service de la révolution bolivarienne afin de contrôler l'opinion publique. La chercheuse en sciences politiques et sociales de l'université de Los Andes, Raisa Urribarrí, a nommé ce monopole informationnel de « gob unitarios », soit une concentration absolue de pouvoir détenue par un gouvernement.

L'arme législative

D'importantes restrictions à la liberté d'expression et à la liberté de communiquer sont alors instaurées. Après la loi LOTEL, adoptée en 2000, qui a régulé la problématique des attributions de licence, le gouvernement chaviste instaurait le 7 décembre 2004 la Loi sur la Responsabilité sociale à la radio et à la télévision (RESORTE). Cette loi sera ultérieurement réformée en 2010 pour intégrer les médias électroniques. Dans la première version du texte (2004) la loi RESORTE contenait déjà des règles contraignantes. Le texte a institutionnalisé la segmentation des programmes en fonction des horaires. Il a également imposé la diffusion des allocutions présidentielles sur les chaînes privées, l'espagnol comme langue officielle, et une série de sanctions. En 2012, H. CHAVEZ lance la réforme du code de procédure pénale (Codigo Organico Procesal Penal) qui accroît son contrôle sur la sphère médiatique. Cette réforme est finilisée par un programme de contrôle (Ley Organica de

⁵³ Human Right Watch, rapport "Venezuela: Concentration and Abuse of power under Chavez".

⁵⁴ IPYS détaille également le cas de onze affaires portées devant les tribunaux, par la coalition d'organisations qui défendent l'accès aux informations publiques, toutes ont eu des verdicts négatifs qui favorisent les entités gouvernementales et non les plaignants. Les requêtes visaient les informations liées aux salaires des fonctionnaires du contrôleur général de la République, bulletins épidémiologiques du ministère de la Santé, la lutte contre la violence sexiste, le taux de criminalité dans le pays, ou encore sur le dossier Petroleos de Venezuela après les marées noires entre 2010 et 2011. À toutes ces demandes, la réponse était le silence, avec le concours de la Cour suprême de justice qui est accusée d'avoir favorisé la culture du secret des entités gouvernementales au détriment du droit à l'information publique.

[Telecomunicaciones](#)) pour supprimer l'inviolabilité des communications personnelles. Ces lois ont créé un nouveau [paysage informationnel restrictif](#) dans le pays où Conatel (Commission nationale des Télécommunications) était alors dirigé par le vice-président de la République (Elias Jaua). Dans ce contexte, les procédures judiciaires contre les médias et journalistes se sont accélérées et se sont matérialisées avec des fermetures, comme celle du média d'opposition Radio Caracas Televisión (RCTV) en 2007 et d'autres médias (radio ou télévision). Les médias sont cadencés puisque la censure et l'autocensure s'imposent.

Le contrôle total des médias est justifié par le régime comme une mesure pour contrecarrer la guerre informationnelle menée par les États-Unis et mis en œuvre par la droite vénézuélienne, qualifiée alors « d'ennemis de la révolution ». Un nouveau cadre juridique vient appuyer la stratégie du régime.

À la suite du coup d'État, les autorités prennent progressivement le contrôle des médias et de leur contenu dans le pays et mettent en place un cadre législatif restrictif qui affaiblit la liberté d'expression. La période est marquée par une censure grandissante de la critique du pouvoir⁵⁵.

La tentative de contre-attaque de l'opposition

Un câble diplomatique de l'ambassadeur US au Venezuela, W. BOWNFIELD, indique [la stratégie en 5 points suivis par les États-Unis au Venezuela](#) :

- Renforcer les institutions démocratiques ;
- Infiltrer la base politique de H. CHAVEZ ;
- Diviser le chavisme ;
- Protéger les intérêts vitaux des États-Unis ;
- Isoler H. CHAVEZ de la scène internationale.

Ces objectifs sont adoptés, par extension, par l'opposition nationale aussi, qui poursuit sa lutte sur le champ médiatique et le champ politique.

Diabolisation du pouvoir

Le 27 mai 2007 la chaîne privée RCTV, très populaire, ne voit pas sa licence renouvelée par l'État vénézuélien, qui préfère attribuer sa fréquence hertzienne à une chaîne publique. Cet événement crée une vague d'indignation, tant sur le plan national qu'international. Les médias privés du pays dénoncent une atteinte aux droits de l'Homme, une réduction de la liberté d'expression, un exercice de censure, une preuve de la dérive autoritaire, totalitaire du pouvoir. L'utilisation de ce vocabulaire et de cette ligne d'attaque a pour objectif d'apporter les preuves du contrôle et de la répression que subissent non seulement les médias, mais aussi la population. Ce message est repris par d'autres médias, hors du Venezuela, permettant une diffusion plus large et un impact plus fort de la propagande menée par l'opposition.

Des figures du monde politique international relaient l'information et s'impliquent dans cette campagne, comme les sénateurs du Capitole, qui votent une résolution contre la « fermeture » de RCTV. De son côté, A. MERKEL, déclare qu'elle « a noté avec inquiétude la décision du gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela de laisser expirer la licence d'émission de *Radio Caracas Television* le 27 mai [2007], sans appel d'offres ouvert pour la licence qui lui succède »⁵⁶.

⁵⁵ Human Right Watch Report, 2012.

⁵⁶ CASSEN Bernard, « [Désinformation au Venezuela](#) », Le Monde Diplomatique, 30 mai 2007.

De plus, l'image négative s'étend et se développe à l'international. Les critiques concernant H. CHAVEZ sont reprises par les médias proches du camp des opposants, c'est-à-dire globalement les États-Unis et ses alliés. Un article du *Monde Diplomatique*⁵⁷ reprend quelques expressions utilisées par la « communauté internationale » pour désigner H. CHAVEZ, ses partisans et ses politiques

« *Hugo CHAVEZ se rêve en Simón BOLIVAR moderne, mais il n'est qu'un vulgaire voyou.* », déclare Nancy PELOSI, chef de file des démocrates à la Chambre des représentants des États-Unis, 21 septembre 2006.

« *[Chávez], c'est un type qui est ouvertement antisémite, c'est également quelqu'un qui instaure une répression avec des bandes armées, des escadrons de la mort, une confiscation des ressources, un bâillonnement de la presse en général dans son pays.* », déclare Ariel Wizman, chroniqueur, Canal Plus, 20 novembre 2007.

L'incapacité à exploiter les contradictions de l'adversaire

Le témoignage recueilli auprès d'un ancien de l'EGE, qui a séjourné au Venezuela durant cette période, fait état des dérives de milices du régime qui ont monté une économie parallèle à partir du commerce de la drogue et de la pratique criminelle des enlèvements des citoyens hostiles au régime ou capables de payer des rançons.

Ce point faible du système chaviste n'a pas été vraiment exploité par l'opposition. Les accusations portant sur les liens du pouvoir avec les narcotrafiquants et les organisations terroristes restent prudentes. Elles reposent sur des témoignages d'ex-guérillero ou trafiquant. S'il est connu que la frontière entre le Venezuela et la Colombie est poreuse, les accusations plus lourdes restent du ressort d'individus isolés, dont l'opposition profite pour nourrir son narratif. Ce sera par exemple le cas en mars 2008, lorsque, suite à une opération illégale en territoire équatorien, la Colombie annonce avoir saisi des ordinateurs contenant des preuves des liens entre les FARC et Caracas⁵⁸.

L'utilisation du narratif de l'insécurité est favorable à l'opposition pour au moins deux points : d'une part, factuellement, le niveau de violence n'a pas réellement diminué durant les mandats CHAVEZ et d'autre part, la ligne de défense choisie par le gouvernement, qui accuse une ingérence étrangère dans le maintien ou le développement de ce climat d'insécurité sèmerait le doute quant à sa capacité à assumer les échecs de sa politique. Les médias nord-américains rapportent bien des épisodes relatifs à ce narratif mais Washington ne déclenche pas une guerre de l'information pour exploiter ce type de contradiction. Les liens anciens et inavoués tissés par la CIA avec le milieu du narcotrafic sud-américain (exemple du financement des Contras au Nicaragua) freinent les initiatives allant dans ce sens. [La crise de l'Irangate](#) a laissé des traces durables dans la manière de conduire des stratégies d'influence hors du territoire des États-Unis d'Amérique.

La tentative de délégitimation du pouvoir chaviste

La [criminalité quotidienne](#)⁵⁹, qui atteint des niveaux élevés, est un autre sujet d'instrumentalisation pour accuser les politiques de CHAVEZ. L'opposition profite de cette opportunité. Portée au chavisme,

⁵⁷ « [Affreux, sales et méchants](#) », Le Monde Diplomatique, avril 2013.

⁵⁸ Un bombardement, mené par les forces colombiennes, a lieu en mars 2008 sur un camp FARC situé en Equateur, laquelle n'est pas avertie de l'opération. En plus de la mort d'un commandant FARC, R. REYES, la Colombie déclare avoir saisi « trois ordinateurs, trois clés USB et deux disques durs », contenant notamment des documents compromettants le gouvernement du Venezuela avec ses liens avec les FARC. Cette saisie donne lieu à une forte controverse et un doute plane quant à la légitimité des preuves recueillies.

⁵⁹ Autour de 15 000 morts par an.

cette violence endémique est cependant bien antérieure, bien qu'il puisse être convenu que le régime chaviste n'ait pas pris de mesures suffisantes pour endiguer le sujet.

« *Sous la révolution bolivarienne du président Hugo Chávez, la capitale du Venezuela s'est hissée au rang des villes les plus violentes du monde* »⁶⁰, L'Express, 2010

La décrédibilisation du pouvoir continue en même temps à se jouer par le processus démocratique. Lors des élections législatives de décembre 2005, les principaux partis de l'opposition, à savoir *Accion Democratica*, *COPEI*, *Projet Venezuela* et *Primero Justicia*, se retirent collégalement de l'élection, en prétextant des raisons de manque de transparence et de garanties concernant le fonctionnement démocratique. Cette désertion choisie, sinon calculée, provoque une conséquence évidente : le pouvoir remporte 100 % des sièges à l'Assemblée nationale, faute de concurrents.

Cette situation est utilisée immédiatement par l'opposition pour dénoncer des fraudes électorales et pour prouver le trucage des élections par le parti chaviste. L'élection, validée par plusieurs observateurs internationaux⁶¹, est aussi marquée par un taux d'abstention record de 75 %, liée à l'abandon de l'opposition et au manque d'intérêts qui en découle. Ce choix, véritablement stratégique, ne relève pas tant du suicide électoral, mais plutôt d'une manœuvre visant, par son écrasante majorité, inconnue des situations démocratiques saines, à convaincre l'opinion internationale de la corruption du pouvoir, devenu totalitaire.

2013 – Le décès de CHAVEZ

Deux années après avoir déclaré sa maladie, H. CHAVEZ décède officiellement le 5 mars 2013 des suites d'une tumeur cérébrale avec cellules cancéreuses. Sa maladie a été l'occasion de rappeler les relations proches que le Venezuela entretient avec Cuba, où H. CHAVEZ est allé se faire soigner à plusieurs reprises.

Pendant que l'opposition questionnait la légitimité du vice-président N. MADURO, ce dernier était déjà la voix de CHAVEZ pendant son combat contre le cancer. Il avait accusé, quelques jours avant le mort du président, ouvertement les « ennemis historiques » du Venezuela d'avoir provoqué le cancer du président CHAVEZ. À la suite de ces déclarations, un attaché militaire de l'ambassade des États-Unis avait été expulsé, soupçonné de conspiration. Un mois après l'annonce du décès de CHAVEZ, son successeur MADURO remportait l'élection sur le fil, avec seulement 250 000 voix d'avance, et a dû gérer des violences postélectorales (sept morts) et son opposant Henrique CAPRILES, qu'il qualifiait de président « illégitime » au regard d'un scrutin « entaché de 3 200 incidents électoraux ».

Le traitement de cet événement est dans la continuité de l'approche que réservent à H. CHAVEZ les caisses de résonance étrangères de l'opposition. Au portrait de dictateur, s'ajoute celui du voleur de prospérité. Il est reproché au régime chaviste d'avoir ruiné le pays.

L'annonce de son décès ouvre de nouvelles perspectives pour une opposition en mal de réussite jusqu'à présent. Sans s'en cacher, les États-Unis suivent de près l'évolution de la situation locale, car « vous comprenez, le Venezuela est un pays qui compte sur la scène mondiale. Il est assis sur les réserves les plus importantes de pétrole de la planète », déclare R. MADDOW sur MSNBC, le 5 mars 2013.

⁶⁰ « *Caracas, la cite de la peur* », L'Express, 28 mai 2010.

⁶¹ Dont l'OEA et l'Union Européenne.

Période 2013-2018 : l'enlisement de la confrontation

L'économie du pays largement dépendante des hydrocarbures subit une contraction sans précédent depuis 2014⁶². Il en résulte une crise économique qui a engendré une crise humanitaire. Quelque 4 millions de réfugiés qui ont quitté le pays⁶³ depuis 2014. L'accès aux biens de première nécessité et aux services publics essentiels est devenu une priorité pour une partie de la population paupérisée. Les services publics sont largement affectés et notamment dans l'incapacité de fournir des soins médicaux ou d'assurer la sécurité de façon satisfaisante.

La relance de la contestation intérieure après l'élection de N. MADURO

Le 8 décembre 2013, les élections municipales sont remportées par le PSUV dans une majorité de villes⁶⁴. Le 4 février 2014, des étudiants de l'université de San Cristobal (État de Tachira) initient un mouvement de protestation pour réclamer plus de sécurité sur les campus (assassinat le 9 janvier de Hector BRICENO, leader d'un mouvement étudiant à Merida)⁶⁵. À la suite de l'arrestation d'un groupe d'étudiants, de nouvelles manifestations étudiantes ont eu lieu à travers tout le pays.

L'objectif de ces manifestations est la démission de N. MADURO. Pour contrer cet élan populaire, des contre-manifestations progouvernementales ont été organisées. Une grande violence a résulté des tensions entre les 2 camps et de la répression exercée par les forces de sécurité et les milices armées (« *colectivos* »)⁶⁶. Parmi les victimes, certaines ne faisaient pas partie des cortèges de manifestants. Amnesty International⁶⁷ rapporte que parmi les personnes arrêtées, des cas de tortures, de mauvais traitements et d'atteintes aux droits de l'homme ont été dénoncés.

MADURO affirme que les manifestations de février et mars 2014 font partie d'un plan de déstabilisation et d'une volonté de coup d'État. Par ailleurs, il accuse les maires d'opposition de promouvoir la violence. Malgré ces accusations à l'encontre de l'opposition, N. MADURO convoque une « conférence de paix » qui sera boycottée par les partis d'opposition formant la Table de l'unité démocratique (MUD) le 26 février. Cette conférence avait pour but de trouver des solutions à la crise que traverse le pays. Le 18 février, Leopoldo LOPEZ, accusé d'être à l'origine des affrontements entre opposants et soutiens au gouvernement ayant entraîné la mort de plusieurs personnes, se rend à la police. Jugé coupable, il est condamné à 14 ans d'emprisonnement.⁶⁸

⁶² En 2012, [le prix du baril de brut avoisine les 110 \\$](#). En 2016, il est à 40 \$. /

⁶³ « [Venezuela crisis : Four million have fled the country, UN says](#) », BBC, 7 June 2019

⁶⁴ DELCAS Marie, « [Venezuela : le résultat des élections municipales conforte la légitimité du président Maduro](#) », Le Monde, 9 décembre 2013.

⁶⁵ Les Temps Modernes – Venezuela 1998 – 2018 – Le pays des fractures – Annexe : Brève chronologie de l'histoire vénézuélienne.

⁶⁶ Amnesty International, Venezuela: The faces of impunity, mars 2015

⁶⁷ En mars 2015, les acteurs de ces actes n'ont pas encore été traduits en justice ; ce qui démontre un manque de volonté de la part du gouvernement de punir les violences commises par les forces de sécurité et les milices armées progouvernementales. Le rapport d'Amnesty International fait également état d'un usage excessif de la force et de détentions arbitraires par les autorités vénézuéliennes à l'égard des manifestants antigouvernementaux. Cette volonté d'endiguer et réprimer les opposants au régime serait une preuve que le gouvernement ne tolère aucune critique ou acte contre lui.

⁶⁸ LEZAMA Paula Vasquez, « *Pays hors service* », Buchet/Chastel. Kindle Edition.

Les conséquences de la victoire de l'opposition aux élections législatives

Le 6 décembre 2015, le MUD⁶⁹ remporte les élections législatives avec 56,2 % des voix (participation de 74,2 %). Le 2 mai 2016, la nouvelle Assemblée législative demande auprès du Conseil National Électoral (CNE) l'organisation d'un référendum révocatoire en vue de destituer MADURO. Pour contrer cette mesure, N. MADURO tente de prolonger l'état d'exception (en vigueur depuis janvier du fait de la crise économique), mais le Parlement refuse d'entériner ce décret.

Cependant à la suite d'irrégularités dans le scrutin⁷⁰, le gouvernement suspend l'élection de 3 députés de l'opposition de l'État d'Amazonas. Les conséquences de cette suspension sont :

- L'opposition ne dispose plus des deux tiers des sièges nécessaires pour entamer la procédure de référendum révocatoire en vue de destituer MADURO. La procédure, ayant malgré tout été lancée et a été suspendue par le Conseil National Électoral (CNE), dont les membres sont acquis à la cause gouvernementale ;
- Le gouvernement ayant déclaré "l'assemblée illégale", chaque loi votée par l'opposition sera rejetée par le Tribunal Suprême de Justice (TSJ)⁷¹. De ce fait, il ne peut plus y avoir de débat politique.

Les mécanismes de l'enlèvement

Le 30 mars 2017, N. MADURO utilise la crise économique⁷² que traverse le pays pour justifier la répression et les mesures autoritaires prises. Le Tribunal Suprême de Justice (TSJ) en supprimant l'immunité des députés et en s'octroyant les pouvoirs de l'Assemblée nationale permet au gouvernement MADURO de décréter l'état d'exception et de diriger le pays par décrets. Il n'y a plus de séparation des pouvoirs : le judiciaire ayant pris le pas sur le législatif et les militaires étant acquis à la cause de l'exécutif.

En avril 2017, la Cour Suprême revient sur ses décisions du mois de mars ; ces décisions ayant été jugées anticonstitutionnelles par l'opposition. Le 19 avril, les manifestations organisées par l'opposition pour l'organisation de nouvelles élections et la répression policière causent une trentaine de morts.

Le 30 juillet 2017, une Assemblée Constituante est élue. Cette élection a été contestée par l'opposition après l'invalidation du référendum par le CNE, visant au rejet de l'élection de la constituante. Le 31 juillet, Washington décide le gel des avoirs de MADURO aux États-Unis.

Le 9 août, les États-Unis d'Amérique gèlent les avoirs de personnalités chavistes impliquées dans la mise en place de l'ANC. Le 25, ils vont plus loin en interdisant à l'État et à PDVSA l'accès aux marchés de capitaux américains.

Le 15 octobre 2017, malgré une forte abstention, le PSUV remporte les élections régionales dans 18 des 23 états que compte le Venezuela. Le 23 octobre, 4 des 5 élus MUD prêtent serment devant l'ANC, leur décision illustrant la division au sein de l'opposition.

Le 20 mai 2018, N. MADURO est réélu avec 67,8 % des voix (avec un taux de participation de 46,1 %).

Le 4 août 2018, le président MADURO est visé lors d'un attentat (explosion de 2 drones) revendiqué par le groupe Los Soldados de Franela⁷³. Le 17 août, N. MADURO annonce un plan de relance économique avec une nouvelle monnaie le "bolivar souverain" dévalué de 96 % et indexé sur la cryptomonnaie petro ; la multiplication par 35 des salaires.⁷⁴

⁶⁹ Mesa de la Unidad Democrática (Table de l'Unité Démocratique)

⁷⁰ AFP, Le Point, « [Venezuela : La justice suspend l'élection de députés de l'opposition](#) », 31 décembre 2015.

⁷¹ LEZAMA Paula Vasquez, « *Pays hors service* », Buchet/Chastel (Kindle Edition), 2019, Location 340/3057

⁷² Selon MADURO, les maux subis par la population tels que l'hyperinflation, les pénuries et l'effondrement du système bancaire ont été causés par l'acharnement des opposants au régime et de leurs alliés américains et colombiens, par le biais de la guerre économique.

⁷³ Rédaction de France Soir, « [Venezuela : le mystérieux groupe qui a revendiqué l'attentat raté contre Maduro](#) », France Soir, 5 août 2018.

⁷⁴ DELCAS Marie, « [Maduro multiplie le salaire minimum par 35 pour tenter de sortir le Venezuela de la crise](#) », Le Monde, 20 août 2018.

Le verrouillage du paysage médiatique

Si les messages des autorités n'ont pas évolué durant la période, [l'environnement médiatique va être bouleversé](#) par un ensemble de facteurs : la dégradation de la situation économique, le recul des médias traditionnels et l'émergence des médias sociaux ; et dans une plus large mesure, le renforcement de la mainmise de l'Etat sur les médias et les attaques contre la liberté de la presse.

CANTV, opérateur étatique, est le leader sur les marchés fixe, haut débit et mobile (avec sa société Movilnet). D'une part l'opérateur possède une grande partie des infrastructures filaires (dorsale) et d'autre part il propose les abonnements les plus compétitifs (du fait d'un accès à des taux de change privilégiés). Si le taux de pénétration de l'accès à Internet n'a cessé de progresser jusqu'en 2016, la tendance s'est inversée depuis. Il en est de même pour les abonnements à la téléphonie mobile. L'intensification de la crise économique en est à l'origine. En effet, une grande partie des Vénézuéliens ne peut plus acheter d'équipements tels que des ordinateurs et téléphones portables du fait de l'hyperinflation et des prix prohibitifs de ces produits. Par ailleurs, les entreprises, du fait des difficultés d'obtention de devises étrangères (contrôle des changes), peinent à maintenir leurs infrastructures et à se procurer les équipements nécessaires.

Si la qualité de connexion proposée a toujours été faible sur une grande partie du territoire, la détérioration des infrastructures et des services Internet et mobiles, associée à l'augmentation des coupures d'électricité, complique fortement l'accès à Internet et donc à l'information. En 2018, malgré l'autorisation du gouvernement d'augmenter les tarifs des abonnements afin de permettre aux opérateurs d'assurer la maintenance de leurs infrastructures, ces derniers ne sont pas parvenus à améliorer l'accès à Internet et les services fournis. Le déclin des médias traditionnels⁷⁵ s'est accéléré à la suite de la prise de pouvoir de N. MADURO.

La presse écrite a été particulièrement affectée par un ensemble de facteurs liés à la censure, au transfert de l'intérêt de la population vers d'autres médias, et à la dégradation de la situation économique. Les difficultés à se procurer du papier, dont l'approvisionnement est contrôlé exclusivement par l'organisme Complejo Editorial Alfredo Maneiro⁷⁶ appartenant au gouvernement ont fortement contribué à cette situation. Les journaux les plus importants ont pu assurer une transition en assurant la diffusion par voie numérique de leurs éditions. Ce n'est pas le cas de structures plus petites ou régionales, disposant de moins de moyens tant financiers que techniques. D'où la disparition d'un certain nombre de journaux traditionnels au cours des dernières années et la réduction des tirages papier. Selon l'ONG *Espacio Público*⁷⁷, 134 journaux étaient publiés dans le pays en 2013, et moins de la moitié était encore en activité en 2018. À titre d'exemple, le 17 mars 2016, le journal *El Carabobeño*, l'un des plus anciens du Venezuela, a annoncé l'impression de sa dernière édition, victime de la pénurie de papier.

Les stations de radio ont subi le même sort que la presse écrite avec une réduction des stations en activité et un contrôle important du gouvernement sur une majorité des stations encore en activité.

⁷⁵ ARCILA CALDERÓN Carlos, BLANCO HERRERO David, "Medialandscapes – Venezuela", <https://medialandscapes.org/country/venezuela>

⁷⁶ RSF, Une quarantaine de journaux affectés par la pénurie de papier au Venezuela, Reporters Sans Frontières, 12 septembre 2014, <https://rsf.org/fr/actualites/une-quarantaine-de-journaux-affectes-par-la-penurie-de-papier-au-venezuela>

⁷⁷ ESPACIO PÚBLICO. "Informe 2017: Situación del Derecho a la Libertad de Expresión e Información." 3 mai 2018

La seule fréquence ayant une couverture nationale est la station d'information Radio Nacional de Venezuela détenue par l'État.

La télévision reste une des sources importantes d'information bien qu'une partie de la population n'ait plus confiance en raison des interventions de l'État et de la censure. Le nombre de chaînes publiques a augmenté et un des moments déterminants a été le retrait de l'autorisation de diffusion à RCTV (Radio Caracas Televisión), une des chaînes privées les plus importantes du pays par le gouvernement CHAVEZ, qui a confié la licence à Televisora Venezolana Social (Venezuelan Social TV - TVES), un média progouvernemental. Les chaînes privées qui maintiennent leur activité passent un accord avec les autorités et gardent une ligne éditoriale neutre ou se concentrent sur le divertissement. C'est le cas par exemple de Bene Vision, la chaîne de Gustavo Zineiro, l'une des personnes les plus riches du pays.⁷⁸ Selon l'étude de Medialandscape, 18 chaînes de télévision sont en activité en 2019, 13 d'entre elles sont contrôlées par l'État et les autres ont une ligne éditoriale autocensurée. La télévision est utilisée par la moitié des Vénézuéliens comme source principale d'information.

La question de la liberté de la presse est très controversée. Un certain nombre [d'États occidentaux](#) et d'[ONG](#) dénoncent son non-respect par le pouvoir alors qu'une minorité d'analystes européens décrivent un paysage médiatique pluraliste. Ils insistent sur [le rôle important des acteurs privés qui possèdent une forte majorité du paysage médiatique](#) – 85 % des radios et TV et un quasi-monopole sur la presse écrite en 2017.

En 1998, on comptabilise 89 journaux, dont l'intégralité est privée, 24 chaînes de TV à diffusion nationale, dont 21 sont privées⁷⁹ et 304 radios FM privées. En 2017 on en compte 63 chaînes de TV privées et 481 radios privées. En 2014, 102 journaux, dont 56 % privés et 8 % détenus par l'État, et 105 chaînes de TV, dont 46 % privées.

Cette domination se retrouverait aussi en termes d'audience. En 2015, les médias TV privés (Venevision, Televen et les chaînes du câble en tête) représentaient 85 % des parts d'audience, contre 15 % pour les médias TV publiques et communautaires. Cette proportion resterait stable durant la décennie 2000⁸⁰.

Malgré l'intérêt croissant de la population qui se détourne des médias traditionnels, le développement de la télévision digitale et de la télévision par câble est limité par les conditions précaires des infrastructures. Les journaux nationaux disposant de suffisamment de moyens ont continué à diffuser par la voie numérique. La télévision a également utilisé ce canal avec le développement de l'IPTV (Télévision diffusée sur un réseau utilisant l'Internet Protocol).

Internet est devenu une source incontournable d'information. Le contrôle des autorités s'est renforcé, notamment avec la Loi contre les discours de haine de 2017 qui a augmenté les fermetures de sites Web et le blocage des médias internationaux. Le taux de pénétration d'Internet au Venezuela serait de 59 % en 2018 (*Tendencias Digitales*, 2018), bien que les chiffres varient selon les sources. C'est l'un des taux les plus faibles en Amérique Latine. Cela s'explique en partie par la faiblesse de la connectivité et la lenteur des connexions. Selon les sources, Internet se place pour 8,8 à 11 % des Vénézuéliens comme la source principale d'information.

Selon un observateur qui ne souhaite pas partager son identité, les meilleurs journalistes et propriétaires de média ont migré sur le Web. C'est également là que l'on peut encore trouver des

⁷⁸ Interview de Mr. Rodolfo Marrero, conseiller politique, Comité International de la Croix-Rouge, Caracas, 5 juin 2019.

⁷⁹ CORRALES Javier, "[The Authoritarian Resurgence](#)", avril 2015,

⁸⁰ « [Médias et Venezuela](#) », Le Monde Diplomatique, décembre 2010.

critiques du gouvernement. Les autorités organiseraient une pression limitée et c'est un « jeu » de censure et de contre-information. Ces médias ne seraient en revanche pas très puissants. Les États-Unis utilisent également des sites Web. Par exemple, le sénateur Marco Rubio poste toutes les semaines des critiques de la révolution, et d'autres personnalités politiques américaines publient des tweets dans ce sens.

Les médias sociaux sont devenus un élément important de mobilisation des mouvements sociaux et une source d'information alternative. Malgré la polarisation, les médias sociaux ainsi que les médias digitaux ont élargi la variété des opinions, et ont ciblé les messages sur des audiences plus restreintes.

Aujourd'hui, c'est à travers les réseaux sociaux (tels que Facebook, YouTube ou Twitter) sur lesquels il est plus difficile d'appliquer un contrôle, que les voix de l'opposition diffusent leurs messages. En 2013, on dénombre 10 millions d'utilisateurs Facebook et 3 millions pour Twitter. Du fait de la vitesse de propagation et du nombre de personnes touchées simultanément, ils agissent comme une caisse de résonance.

« Ces contestations combinent deux types de réseaux, et d'espaces, de façon inédite : les réseaux numériques où les personnes se mobilisent et structurent leurs actions, et les réseaux urbains, dans lesquels ils deviennent visibles et se manifestent dans la société. Quand il arrive que le mouvement soit réprimé, comme ce fut le cas en Turquie ou encore en Chine il se replie temporairement sur Internet. En effet, il s'agit de mouvements « rhizomiques », qui se développent de façon horizontale et souterraine, mais qui ne disparaissent jamais. »⁸¹

Selon les sources, 16 à 18 % des Vénézuéliens considèrent les médias sociaux comme leur principale source d'information. Facebook, YouTube et Twitter sont largement utilisés par les opposants au gouvernement où ils sont surreprésentés, car leur position est peu présente dans les médias traditionnels. Ce qui expliquerait un usage des médias sociaux au Venezuela supérieur à la moyenne d'Amérique Latine.

Les leaders d'opinion ont pris de l'importance avec les médias sociaux, tel que le site de l'Assemblée Populaire Révolutionnaire Américaine (Asemblea Popular Revolucionaria Americana) Aporrea.org. Fondé en 2002 pour défendre les résultats du socialisme à la suite du coup d'État manqué contre H. CHAVEZ, ce groupe politique en soutien au gouvernement est devenu un acteur digital influent. Les leaders politiques ont également un rôle important, tant pour MADURO et sa présence régulière dans les médias que les leaders de l'opposition comme Henrique CAPRILES, Leopoldo LOPEZ, et le « président par intérim » J. GUAIDO.

La guerre de l'information du gouvernement MADURO

Les autorités appuient leur communication sur la continuité de la révolution bolivarienne et du projet Chaviste. Ils maintiennent également un positionnement anti-impérialiste et de défense contre les ingérences nord-américaines.

À ce titre, elles affirment que les manifestations de février et mars 2014 font partie d'un plan de déstabilisation impérialiste et d'une volonté de coup d'État. Le gouvernement va répéter ce message les années suivantes et élargir sa présence dans les médias. En 2017, les autorités vont également

⁸¹ DEBOS Franck et LANCINI Maria Daniella, « [Créativité numérique en période de conflit : le cas vénézuélien](#) », 4 septembre 2017,

justifier la prise de contrôle du pouvoir législatif en imputant toute manifestation de l'opposition à une démarche impérialiste nord-américaine. Les sanctions imposées par les États-Unis accentuent la crise économique du pays et confortent le plaidoyer de N. MADURO dénonçant la guerre économique menée par les forces « impérialistes ».

Les médias sont au centre de la crise vénézuélienne. Sur la base du rôle des télévisions privées lors du putsch raté de 2002, les autorités ne cessent de dénoncer une « *guerre médiatique* ». Le Président MADURO répète que la presse internationale ferait le jeu de l'opposition « *fasciste* », qui n'a jamais reconnu sa légitimité à la suite de l'élection présidentielle controversée d'avril 2013.

Au-delà du message centré sur la glorification du projet de révolution bolivarienne et la réponse aux pressions des États-Unis, c'est essentiellement à travers des atteintes à la liberté de la presse, un renforcement de la censure et la prise de contrôle de l'espace médiatique que les autorités s'engagent dans cette guerre de communication avec l'opposition et leur sponsor principal les États-Unis. Il s'agit donc plus d'une guerre pour l'information qu'une guerre menée par les autorités sur le contenu.

Le renforcement de l'arsenal législatif

Le cadre législatif et réglementaire, ainsi que le pouvoir de la Commission nationale de Télécommunication (CONATEL) sont devenus des outils de censure. Plusieurs médias ont été fermés de façon temporaire ou définitive et des professionnels des médias ont été emprisonnés ou ont subi des sanctions.

La CONATEL régit notamment les autorisations de diffusion, les attributions de fréquences. Elle est à l'origine des fermetures de nombreux médias et de sanctions à l'encontre de journalistes qui auraient violé la loi en vigueur dans le secteur.

Bien que la constitution protège la liberté de la presse, trois lois sont notamment utilisées comme instrument de censure :

- La *ley orgánica de telecomunicaciones* (LOTEL) est adoptée en 2000 et modifiée en 2011 dans un sens restrictif. Elle a permis la fermeture de plusieurs médias et elle donne à la CONATEL⁸² le pouvoir de contrôler l'application de l'ensemble des lois relatives au secteur⁸³ ;
- La *Ley de Responsabilidad Social en Radio y Televisión* (RESORTE) adoptée en 2004 a pour but la promotion de la responsabilité sociale de tous les professionnels des médias. Elle prévoit notamment l'obligation de diffusion des messages du gouvernement. Initialement destinée à la radio et à la télévision, elle s'applique à l'ensemble des médias sociaux et numériques depuis 2010 ;
- La *Ley contra el Odio, por la Convivencia Pacífica y la Tolerancia* (loi contre la haine, pour la coexistence pacifique et la tolérance) adoptée en 2017 se concentre sur les médias sociaux et Internet. Le manque de définition de discours de haine ouvre la possibilité d'une application arbitraire de peines jusqu'à 20 ans de prison⁸⁴. Son interprétation permet entre autres la fermeture ou le blocage de sites jugés contrevenir à la loi.

Une pression croissante à l'encontre des journalistes

Les journalistes subissent des pressions répétées : attaques à l'encontre des médias, menaces envers les quotidiens et les dirigeants. La réponse aux manifestations antigouvernementales de février 2014

82 Commission Nacional de Telecomunicaciones : autorité de réglementation et de délivrance de licences du secteur des Télécommunications

83 URRIBARRÍ Raisa, DÍAZ HERNÁNDEZ Marianne, "[Políticas públicas para el acceso a Internet en Venezuela](#)", juillet 2018.

84 ESPACIO PÚBLICO. "[Informe 2017: Situación del Derecho a la Libertad de Expresión e Información](#)", 2018.

est symptomatique : selon le Syndicat vénézuélien des travailleurs de la presse (SNTP), vingt journalistes auraient été victimes d'agressions durant les 3 premières semaines de février. Le Président MADURO a également menacé de « *virer CNN du Venezuela* » qu'il accuse de propager de la propagande de guerre au cours d'une longue déclaration retransmise par l'ensemble des chaînes nationales⁸⁵. La violence n'est pas uniquement le fait de la force publique et les journalistes qui travaillent pour les médias officiels ont également été victimes de violence. Le siège de la télévision publique a été assailli par des manifestants à coup de cocktails Molotov.

Reporter Sans Frontières (RSF) a décrit les atteintes à la liberté de la presse au Venezuela dans une série de documents. Le 2 septembre 2016, RSF fait le bilan de la dégradation de la situation durant l'année⁸⁶. Le rapport décrit les blocages aux frontières de correspondants étrangers (français, colombiens, et américains). Il mentionne notamment une série d'attaques subies par la presse du pays entre avril et août 2016 : attaque du siège du quotidien *El Naccional*, du journal *Diario de Los Andes* dans la ville de Valera (ouest du Venezuela), du quotidien *El Aragüeño* dans la ville de Maracay, et du journal *Correo del Caroní*. Il mentionne également des agressions physiques des représentants de la presse locale et nationale durant les manifestations du 21 avril et du 2 juin 2016 à Caracas⁸⁷.

En 2017, le SNTP dénonce les violences commises contre des journalistes par l'armée durant les manifestations contre le gouvernement de Nicolás MADURO et la censure d'une cinquantaine de médias en quelques mois⁸⁸.

Selon un rapport de Freedom House de 2018, la liberté d'Internet serait également remise en question au Venezuela : détérioration des services de télécommunication, blocage temporaire de l'accès à certaines plateformes par la censure du régime, et les premières arrestations en janvier 2018 sur la base de la loi contre la haine et l'intimidation de journalistes.

L'accentuation du contrôle de l'information

N. MADURO avait annoncé en septembre 2013 l'obligation pour l'ensemble des médias, publics et privés, de diffuser deux annonces officielles quotidiennes, assurant la présence régulière des messages des autorités sur les écrans de télévision. Les *Cadenas* (qui signifie chaînes) sont de longs monologues présidentiels obligatoirement retransmis en direct par toutes les chaînes nationales de radios et de télévisions sans préavis. La durée évolue en fonction des priorités, et celle du 21 février 2014 a par exemple duré près de trois heures en réponse aux manifestations de l'opposition⁸⁹.

Parallèlement, l'accès à certaines informations serait compromis avec le décret fondateur d'un nouvel organisme du renseignement. Le 7 octobre 2013, le Centre Stratégique de Sécurité et de Protection de la Patrie (CESPPA) se substitue au Centre d'Étude Situationnelle de la Nation (CESNA), instauré en 2010. L'article 9 du même décret donne pouvoir au CESPPA de déclarer « classifiées » ou « réservées » des informations sensibles.⁹⁰

⁸⁵ DELCAS Marie, « [Les médias au cœur de la crise politique au Venezuela](#) », 21 février 2014.

⁸⁶ RSF, « *Venezuela : attaques en série contre la liberté de la presse* », 2 septembre 2016.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ AFP, « *Venezuela : des journalistes agressés et volés par les militaires* », *Le Monde*, 6 juin 2017.

⁸⁹ DELCAS Marie, « [Les médias au cœur de la crise politique au Venezuela](#) », 21 février 2014.

⁹⁰ RSF, « [L'information compromise avec le décret fondateur d'un nouvel organisme de renseignement](#) », 11 octobre 2013.

En réponse aux manifestations de février 2014, les autorités renforcent leur contrôle des médias et la censure dans un but affiché de réduction de la violence et de lutte contre l'impérialisme⁹¹.

Selon RSF, le gouvernement renforce les mesures attentatoires à la liberté de la presse dès l'arrivée de MADURO au pouvoir. Plusieurs chaînes privées auraient été fermées par les autorités en 2013 ou se seraient vu imposer une nouvelle direction et ligne éditoriale⁹². La censure touche l'ensemble des médias, y compris les médias sociaux pour lesquels l'usage de VPN est devenu indispensable pour accéder à certains sites. Le paysage sera largement modifié par une érosion des médias d'opposition au profit de médias contrôlés par les autorités ou de médias dont la ligne éditoriale soutient le gouvernement en place.

Reporters Sans Frontière indique que la licence de la chaîne privée Atel TV (État de Zulia) a été suspendue par la CONATEL, tandis que Ciudad TV (autre chaîne privée de l'État de Zulia) a été fermée pour raison administrative peu de temps après l'élection de MADURO. Dans la même veine, des journalistes d'opposition n'auraient pas pu accéder à l'enceinte parlementaire. Les menaces et intimidations à l'encontre des médias privés et de leurs dirigeants sont monnaie courante⁹³.

À ce titre, la vente de Globovision, en 2013, a fait passer cette chaîne privée, proche de l'opposition, à des mains plus proches des autorités⁹⁴. En octobre 2013, une procédure administrative est entamée à l'encontre de Globovision qui, en publiant des infos sur les pénuries alimentaires, aurait ainsi tenté de déstabiliser l'exécutif et paniquer la population. Les informations sur les pénuries sont assimilées à de la « propagande de guerre ». Cet argument permet au gouvernement de généraliser la censure.⁹⁵

En réponse aux manifestations de 2014, dès le 11 février, la CONATEL a annoncé que la « couverture d'événements violents » serait passible de sanctions, conformément à la loi de responsabilité sociale à la radio, à la télévision et dans les médias électroniques (*Resortmec*), qui interdit la diffusion de contenus faisant l'apologie de la violence ou de la haine⁴². Parallèlement, le signal de la chaîne d'information colombienne *NTN24*, qui relayait des messages de l'opposition, a été coupé au Venezuela le 12 février.

Les autorités également ont tenté de limiter l'accès aux médias sociaux. Le fournisseur de téléphonie et de services Internet CANTV a bloqué le service d'hébergement d'images de Twitter selon le porte-parole officiel de l'entreprise, Nu WEXLER, lors des manifestations de février 2014. Le réseau social a alors mis en place des moyens type SMS pour permettre aux utilisateurs de continuer d'utiliser Twitter⁹⁶.

D'autres perturbations sur l'accès à Internet et des blocages de sites Web ont été recensées sur cette période, en particulier au moment des élections (présidentielles et législatives) et de la répression policière exercée pendant les manifestations :

- En 2013, le site du CNE a été inaccessible au moment du décompte des votes que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ; impliquant l'impossibilité de suivre l'évolution du vote en temps réel.

⁹¹ ARCILA CALDERÓN Carlos, BLANCO HERRERO David, "Medialandscapes – Venezuela", <https://medialandscapes.org/country/venezuela>

⁹² RSF, « [Deux mois après la présidentielle, la tension médiatique perdure](#) », 11 juin 2015.

⁹³ Ibid.

⁹⁴ DELCAS Marie, « [Les médias au cœur de la crise politique au Venezuela](#) », 21 février 2014.

⁹⁵ RSF, « [L'information sur les pénuries assimilée par le pouvoir à de la "propagande de guerre"](#) », 2 octobre 2013.

⁹⁶ PERISSAT Guillaume, « *Venezuela : la guerre des réseaux sociaux* », L'informaticien, 20 février 2014.

- La CANTV a imputé les perturbations lors des élections législatives de 2015 [à l'utilisation massive d'Internet](#).
- Entre 2013 et 2018, le gouvernement vénézuélien via la CONATEL a ordonné le blocage de nombreux sites nationaux et internationaux fournissant des informations sur la politique, les mobilisations et des questions économiques (Noticiero Digital, Globovisión, 6to Poder, DolarToday, NTN24, Infobae ...).
- En juin 2017, des utilisateurs de différentes villes du Venezuela ont signalé que plusieurs plateformes de médias sociaux, notamment Facebook, Twitter, YouTube et Periscope, étaient temporairement inaccessibles ;
- Plusieurs vidéos postées sur YouTube et sur d'autres sites médiatiques ont également été ciblées pour être supprimées. En novembre 2015, le CNE a lancé des procédures administratives contre la Chambre vénézuélienne de l'industrie alimentaire (CAVIDEA) et l'Université catholique Andrés Bello (UCAB), les exhortant à retirer une série de vidéos sur leurs chaînes YouTube qui promouvaient le droit de voter lors des élections de décembre. Selon le CNE, les vidéos enfreignaient les règles de la campagne interdisant la diffusion de propagande politique et le vote par des personnes non autorisées. Le résultat des procédures reste inconnu à la mi-2016, bien que les vidéos n'aient jamais été retirées.

Les rapports entre 2013 et 2018 sur la liberté sur Internet de FreedomHouse ont également noté une recrudescence des cyberattaques et des usurpations d'identité (compromission des comptes Twitter d'opposants politiques), en particulier au moment des diverses élections et des manifestations.

Outre les manœuvres « habituelles » utilisées pour intimider les journalistes indépendants ou d'opposition (harcèlement, licenciement...), les forces de l'ordre ont récupéré des téléphones de manifestants pour compliquer l'organisation des mobilisations, elles ont supprimé les images et les vidéos prises lors de ces manifestations et tenté de pénétrer les réseaux d'opposition après l'analyse des contenus. Le gouvernement a également utilisé la législation condamnant la mise en péril de la sécurité nationale et suscitant l'anxiété publique pour multiplier les arrestations arbitraires d'utilisateurs de réseaux sociaux, à la suite des manifestations contre le gouvernement. Au moins huit utilisateurs de Twitter ont été arrêtés entre août et octobre 2014 et la plupart d'entre eux étaient toujours en détention sans procédure légale à compter de mai 2015.

En 2017, 54 stations auraient été fermées. En 2002, il n'y avait qu'une chaîne publique (Canal8). En 2013, on en dénombrait 6 et aujourd'hui elles sont au nombre de 13 appartenant à l'État.⁹⁷ Outre le contrôle par l'État d'une majorité des chaînes nationales et de la censure exercée sur l'ensemble des canaux de diffusions, les chaînes dites privées pratiquent l'autocensure.

Le carnet de la patrie ou instrument de contrôle social

En février 2017, le gouvernement a introduit « le carnet de la patrie » utilisé initialement par les Vénézuéliens pour bénéficier des prestations de l'Etat telles que l'accès aux CLAP⁹⁸, à du carburant à des prix subventionnés. Ce carnet, sorte de carte d'identité électronique, collecte des données de base telles que l'adresse, la date de naissance, etc., mais également d'autres données à caractère personnel comme l'adhésion à un parti politique. Cela a suscité des inquiétudes quant à l'utilisation faite de ces informations et leur rôle dans l'accès à l'aide sociale pour une partie de la population. Par ailleurs, lors

⁹⁷ AFP, « Près de cinquante médias fermés par le gouvernement vénézuélien », Le Monde, 27 août 2017.

⁹⁸ Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production.

de la campagne présidentielle de mai 2018, le compte Twitter @CarnetDeLaPatria était utilisé comme chaîne de promotion de la candidature de MADURO⁹⁹.

La guerre de l'information de l'opposition

Au sein de l'opposition politique, des dissensions existent. Elles opposent principalement les leaders du mouvement la Salida (Maria Corina MACHADO et Leopoldo LOPEZ) qui ont pour but la démission de N. MADURO au moyen des mobilisations civiles et l'« électoralisme » promu par Henrique CAPRILES et Ramon Guillermo AVELEDO ; dont la fin est également la démission de MADURO, mais par la voie électorale :

« En coulisses, dans la sphère des chuchotements, deux stratégies s'affrontent : le solidismo, du mouvement La Salida (dont les principaux représentants sont Maria Corina Machado et Leopoldo Lopez, et qui prône la démission de Nicolas MADURO), et l'« électoralisme » (défendu par Henrique Capriles et Ramon Guillermo Avelado, et qui promeut un projet politique centriste en alternative au chavisme pour arriver au changement par la voie électorale). La bataille entre ces deux postures incompatibles est rude. Aucune ne portera ses fruits jusqu'à ce que la MUD éclate en octobre 2018. Entre ces deux stratégies, différentes personnalités se cherchent des opportunités individuelles. C'est le cas d'Henri Falcon. Proche de Chavez, ex-militaire et gouverneur de l'État de Lara, il décide de se présenter à l'élection présidentielle anticipée de mai 2018 face à Nicolas MADURO alors que la MUD ne participe pas au scrutin, qu'elle qualifie d'illégal et d'antidémocratique. »¹⁰⁰

Avec le verrouillage des médias traditionnels par le gouvernement, l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux, comme lieu d'expression non censuré, s'est fortement développée au Venezuela. Les Vénézuéliens sont les plus gros consommateurs de données d'Amérique Latine¹⁰¹. L'organisation de l'opposition sur Internet et son usage des réseaux sociaux ont évolué sur la période.

Durant les manifestations de la Salida, les réseaux sociaux, qui sont alors un moyen de s'informer, ont permis d'appeler la population à soutenir l'opposition en sortant dans la rue et ont servi de support logistique. Outre leur utilité dans les mobilisations citoyennes, les réseaux sociaux ont permis de diffuser des images de la répression policière et des caricatures de MADURO et de son gouvernement (@raymacaricatura sur Twitter) ; le but étant de les diaboliser ou les tourner en dérision, mais aussi d'exprimer la colère de ces opposants devant les violences policières et l'absence de solutions de la part de l'Etat pour répondre aux attentes de la population¹⁰².

Les médias à forte diffusion, tels que le journal El Universal, ont également commencé à circuler via Internet. Journalistes de télévision et blogueurs ont utilisé Twitter pour informer leurs abonnés sur les pressions exercées par le gouvernement et les propriétaires de stations pour qu'ils se censurent eux-mêmes.¹⁰³ Lors des élections présidentielles, le candidat d'opposition Henrique CAPRILES, ne parvenant pas à s'exprimer via les chaînes publiques et étant limité sur les médias privés, a créé sa propre chaîne Internet : capriles.tv.

⁹⁹ MEJIAS ROMHANY April, CHIRINOS Mariengracia, « [El Carnet de la Patria : comando presidencial 2.0](#) », IPYS, 23 juin 2018.

¹⁰⁰ LEZAMA Paula Vasquez, « *Pays hors service* », Buchet/Chastel. Kindle Edition. Location 359 à 366 / 3057.

¹⁰¹ PARDO Daniel, « [Cómo Venezuela se convirtió en el mayor consumidor de datos móviles en América Latina](#) », BBC Mundo, 26 février 2016.

¹⁰² DEBOS Franck et LANCINI Maria Daniella, « [Créativité numérique en période de conflit : le cas vénézuélien](#) », 4 septembre 2017.

¹⁰³ @VVperiodistas & @GVSinCensura.

Des hashtags de reconnaissance sont apparus : au #ImyourvoiceVenezuela, hashtag soutien à l'opposition, répond #VzlaUnidaContraElFascismo¹⁰⁴. #prayforVenezuela et #sosVenezuela sont utilisés pour diffuser des images de la contestation, mais aussi pour recevoir des soutiens venant du monde entier. Ces hashtags ont été twittés plus de 1,2 million de fois. Le gouvernement utilise #troop¹⁰⁵. Les leaders de chaque camp utilisent leur compte Twitter pour se livrer à des duels verbaux. Depuis sa timeline Twitter, MADURO menace ses rivaux « fascistes », appelle à rallier la révolution bolivarienne, et retwite les messages de soutien ; tandis que Leopoldo LOPEZ utilise son compte comme plateforme logistique à l'organisation de manifestations non violentes¹⁰⁶, telles que celles de février et mars 2014.

Si le gouvernement a mené des cyberattaques contre des membres influents de l'opposition, les partisans de cette dernière ne sont pas en reste. Ainsi, le compte Twitter du PSUV (@PartidoPSUV) a été compromis : les attaquants ont modifié l'image du profil et créé des tweets avec des messages antigouvernementaux.

Une opposition divisée

Si les opposants au régime continuent de diffuser des messages de soutien, d'espoir après la victoire aux élections législatives par la MUD, nombre d'entre eux montrent leur résignation du fait de la situation économique du pays et de la détérioration du niveau de vie. Les dissensions au sein du parti d'opposition accroissent ce sentiment. En effet, l'hétérogénéité des 21 partis le composant et les rivalités pouvant exister entre certains dirigeants ayant des prétentions à la présidentielle de 2019 divisent l'unité, qui peine à définir une stratégie d'opposition claire, si ce n'est l'éviction du gouvernement en place lors des prochaines élections présidentielles. Certains partis sont enclins à la négociation avec le gouvernement en vue d'une sortie de la crise traversée par le pays (négociations sous l'égide du Vatican et de l'OEA¹⁰⁷), tandis que d'autres ne sont pas convaincus et préféreraient des actions plus directes¹⁰⁸. La stratégie de l'opposition est axée sur trois points¹⁰⁹ :

- La guerre institutionnelle : utiliser la constitution pour destituer légalement N. MADURO ;
- Les manifestations contre le pouvoir en place, y compris l'usage de la violence ;
- L'appel aux soutiens internationaux.

Comme l'écrit Julia BUXTON en mars 2019 à la suite de son analyse de l'évolution de l'opposition vénézuélienne, « Une nouvelle fois, l'incapacité de l'opposition à se mettre d'accord sur une stratégie de prise du pouvoir aura fait passer au second plan sa faiblesse première : son échec à proposer un projet politique cohérent et susceptible de convaincre une majorité de citoyens. Alors que N. MADURO peut encore mobiliser une partie de la population, la persistance de logiques de clan au sein de l'opposition compromet la recherche d'une solution pacifique à la crise actuelle. »¹¹⁰

L'opposition renforce sa présence sur les médias sociaux

Durant cette période, le parti d'opposition utilise les réseaux sociaux pour diffuser son programme et des propositions de solutions à la sortie de la crise. Ils ont également assuré la surveillance du

¹⁰⁴ 28 Minutes, « Venezuela, la guerre des réseaux sociaux », Arte, 25 février 2014 et Twitter

¹⁰⁵ PERISSAT Guillaume, « Venezuela : la guerre des réseaux sociaux », L'informaticien, 20 février 2014.

¹⁰⁶ FREEDMAN Uri, « Why Venezuela's Revolution Will Be Tweeted », The Atlantic, 19 février 2014.

¹⁰⁷ COCHEZ Pierre, « [Au Venezuela, gouvernement et opposition se sont rencontrés sous l'égide du Vatican](#) », La Croix, 13 novembre 2016,

¹⁰⁸ International Crisis Group, « [Report n°59 - Venezuela : Though Talking](#) », 16 décembre 2016.

¹⁰⁹ VENTURA Christophe, « [Le Venezuela révèle les fractures de l'ordre mondial](#) », IRIS, 3 mai 2019.

¹¹⁰ « [Où va l'opposition à Nicolás Maduro ?](#) » Monde Diplomatique, mars 2019.

processus électoral (législatives, initiation du référendum révocatoire)¹¹¹, tout comme les médias indépendants (@reporteya et @elnacionalweb ont organisé des ateliers pour former les citoyens à la surveillance du processus électoral).

L'opposition a continué d'utiliser activement les réseaux sociaux pour organiser les manifestations (#LaSalida et # 12F) et mobiliser la population à voter en faveur du référendum révocatoire. En mars 2016, le site Web revocalo.com a été lancé pour recueillir des signatures et mobiliser les citoyens en faveur d'un référendum révoquant le mandat du président MADURO.

Avec l'aggravation de la crise économique et l'incapacité tant du gouvernement que de l'opposition à trouver des solutions, les Vénézuéliens ont continué à utiliser Internet pour exprimer leur désaccord et organiser des manifestations. Ils ont également créé des sites Web, des applications (Redes Ayuda) et des comptes Twitter (@SeBuscaSeDona) afin d'échanger des informations dans le but de satisfaire les besoins primaires,¹¹² ou échanger et vendre des produits d'occasion. Des hashtags tels que #ServicioPublico (« service public ») ont été largement utilisés pour trouver des produits rares, tels que des médicaments.

¹¹¹ DEBOS Franck et LANCINI Maria Daniella, « *Créativité numérique en période de conflit : le cas vénézuélien, Communication, technologies et développement* », 4 septembre 2017.

¹¹² CASTELLANOS Laura, « *Las redes sociales se convierten en "farmacias virtuales" en Venezuela* », CNN Espagnol, 31 mars 2016.

Période 2018-2019 : la résilience du système MADURO

En 2019, le pays traverse une profonde crise politique. L'Assemblée nationale sous le contrôle de l'opposition n'a pas reconnu la réélection du Président MADURO jugée illégitime. Juan GUAIDO, le nouveau président de l'Assemblée nationale s'est déclaré président par intérim le 23 janvier 2019 deux semaines après l'investiture du Président MADURO pour un deuxième mandat de 6 ans. Une série de manifestations émaillées de violences a ensuite éclaté.

L'offensive diplomatique contre le régime MADURO

Le Venezuela est au centre d'une montée des tensions internationales et d'une formidable pression diplomatique en 2019 : plus de cinquante pays ont reconnu Juan GUAIDO comme président, dont les États-Unis et la France. Le gouvernement MADURO a qualifié cette reconnaissance d'ingérence et de « menace impérialiste ».

Au-delà des pressions diplomatiques, le Venezuela est également sous pression militaire. Le risque d'une escalade internationale a été régulièrement évoqué au cours de l'année avec deux fronts potentiels : une intervention des forces armées colombiennes, et/ou une intervention des forces armées des États-Unis.

L'alourdissement des sanctions économiques imposées par les États-Unis a sérieusement impacté l'économie du pays qui est aujourd'hui au bord de l'asphyxie. Le gel de l'ensemble des avoirs du gouvernement vénézuélien aux États-Unis assorti d'une interdiction des échanges commerciaux avec le Venezuela imposé par Washington le 6 août 2019 représente le dernier épisode dans l'escalade des tensions¹¹³. Le blocage de la situation politique empêche la mise en œuvre de réformes économiques nécessaires et maintient l'économie du pays dans un cercle vicieux. En conséquence, la contraction de l'économie et la crise humanitaire auxquelles la population fait face, continuent de s'aggraver.

Renforcement du contrôle des forces armées avec l'arrivée de MADURO au pouvoir

Alors que la crise politique s'est approfondie en 2019 avec le rejet du résultat de l'élection du président MADURO, la déclaration d'un président et d'un gouvernement par intérim, la division de la communauté internationale en deux camps, et l'effondrement de l'économie du pays, le soutien des forces armées au régime semble ne pas avoir été ébranlé.

Depuis le 23 janvier, un seul cadre des forces armées vénézuéliennes a rejoint l'opposition, le conseiller militaire de l'Ambassade du Venezuela à Washington, le Colonel José Luis SILVA SILVA qui s'est rallié le 26 janvier dans une déclaration filmée et disponible sur YouTube¹¹⁴. Comment cette loyauté a-t-elle été consolidée ?

Le contrôle politique s'est durci avec l'arrivée de MADURO au pouvoir, et des membres des forces armées ont été démis de leurs fonctions puis soumis à des peines de prison en raison de leur manque de loyauté politique. Selon *Control Ciudadano*, outre les peines privatives de liberté, des officiers des forces armées ont été dégradés et limogés pour des raisons politiques en 2018. Jusqu'à cette date, de

¹¹³ ["Feel the pressure, America heaps more sanctions on Venezuela"](#), The Economist, 08 août 2019.

¹¹⁴ ["Agregado Militar de Venezuela en Washington, José Luis Silva, reconoce a Juan Guaidó como presidente"](#), 26 janvier 2019.

telles sanctions n'avaient été prises que dans des affaires de trafic de stupéfiants. Selon *Control Ciudadano*, 180 militaires auraient été privés de liberté pour des raisons politiques entre 2018 et 2019¹¹⁵.

Des failles dans le soutien de l'armée au régime chaviste ?

En 2019, la dégradation de la situation du pays et un contrôle de l'armée de plus en plus autoritaire pourraient remettre en question la loyauté des forces armées au régime.

L'amnistie déclarée par l'Assemblée nationale contrôlée par l'opposition pour les fonctionnaires qui « collaborent à la restitution de l'ordre constitutionnel » n'a eu que peu d'effet, mais au-delà de la loyauté des cadres, il existe de nombreux doutes sur la réalité de l'amnistie proposée aux militaires, notamment au regard d'accusations de violations des droits de l'homme qui peuvent être poursuivies sur la base du droit international et sans prescription.

Des signes de fractures apparaissent et plus de 200 soldats auraient été arrêtés pour rébellion et trahison entre 2017 et 2018¹¹⁶ et la tension serait palpable au sein du rang que la journaliste Cristina Marcano¹¹⁷ qualifie d' « atmosphère de chasse aux sorcières du style du [G2 cubain](#) et personne ne fait confiance à personne ».

Les intérêts économiques bénéficient seulement à une minorité de cadres des forces armées. La majorité des militaires subit la crise économique comme le reste de la population et il n'est pas forcément possible de prévoir la direction que prendrait l'armée en cas de changement de gouvernement¹¹⁸.

Le rôle de plus en plus déterminant des milices bolivariennes et des « colectivos »

L'appareil de sécurité vénézuélien se caractérise par l'existence de multiples organismes de sécurité publique opérant à l'échelle nationale, municipale et locale. Parmi eux, certains corps appartiennent aux forces de l'ordre, tandis que d'autres s'apparentent à des structures politico-militaires voire des groupes mafieux : « *colectivos* », Milice nationale bolivarienne, forces de libération bolivariennes, bandes criminelles indépendantes, groupes de guérilla colombienne...

Tous participent simultanément au maintien de la sécurité et à la répression du crime. La dispersion des forces de sécurité facilite l'essor de forces de sécurité parallèles (*colectivos*), milices bolivariennes, groupes mafieux et criminels - qui prospèrent au sein et hors de l'appareil d'État¹¹⁹.

Conscient de leur rôle déterminant pour son maintien au pouvoir, N. MADURO annonce le 13 avril 2019 dans une vidéo diffusée sur Twitter qu'il compte intégrer les milices aux forces armées et passer leur nombre de membres de 2,1 millions de personnes à 3 millions de volontaires d'ici la fin 2019 pour opérer sur l'ensemble du territoire du Venezuela, et s'assurer ainsi un quadrillage et un contrôle renforcés du pays face aux attaques de l'opposition. « Le commandant Chavez a toujours rêvé de milices grandes et puissantes. À présent, elles auront un statut constitutionnel en tant que partie des Forces armées du pays »¹²⁰

¹¹⁵ *idem*

¹¹⁶ MARCANO Cristina, "Venezuela y la peste militar", El País, 08 février 2019.

¹¹⁷ Journaliste vénézuélienne, co-auteur de la biographie *Hugo Chávez sin uniforme*.

¹¹⁸ BERMUDEZ Ángel, "[Crisis en Venezuela : cómo Nicolás Maduro ha conseguido mantener el apoyo de los militares](#)", BBC News Mundo, 31 janvier 2019.

¹¹⁹ « Les groupes mafieux et paramilitaires au Venezuela », rapport de l'OFPPA du 22 novembre 2016.

¹²⁰ « [Les milices bolivariennes deviennent une partie des Forces armées du Venezuela](#) ».

Les jeux d'influence à l'international

En 2019, la crise politique, économique et humanitaire du Venezuela est devenue un enjeu supranational. Le gouvernement et l'opposition ne sont plus seulement soutenus par des puissances étrangères dans leur conflit politique, mais la situation du pays est devenue un enjeu pour les puissances qui soutiennent les deux camps.

Les alliés de Caracas soutiennent le positionnement du gouvernement dans leur communication à travers des outils de communication comme RT pour la Russie. Mais leur soutien est essentiellement politique.

En dehors du soutien important et spécifique de Cuba, plusieurs pays soutiennent le gouvernement Chaviste. À la suite de la tentative de coup d'État durant laquelle le président du Parlement s'est autoproclamé « Président ad-interim », Cuba, le Mexique, la Bolivie, le Nicaragua et la Turquie ont exprimé leur soutien à N. MADURO, soutien auquel se sont joints également la Chine, l'Iran et Moscou.

Les discussions au sein du Conseil de sécurité sont représentatives de la polarisation de la communauté internationale. Elles reflètent également le rejet d'un changement de régime orchestré par les États-Unis qui n'a pas de chance d'aboutir dans la forme et avec les attaques menées par les États-Unis en 2019. Le 26 janvier, une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité a eu lieu sur la situation du Venezuela.

La discussion est marquée par un débat idéologique entre les États-Unis et leurs alliés, et le camp du soutien au Venezuela sans volonté de compromission. Le 28 février, les États-Unis et la Fédération de Russie présentent respectivement leur projet de résolution sur le Venezuela, sans qu'aucune ne soit adoptée. La résolution nord-américaine rejetait les élections de mai 2018 et confirmait Juan GUAIDO comme président légitime. La résolution russe confirmait au contraire la légitimité du gouvernement en place et sa souveraineté sur l'ensemble du pays. En plein débat sur la crise humanitaire, les deux résolutions présentaient des solutions opposées, et le débat s'est concentré sur le conflit politique.

À l'international, *TeleSur* est également un élément d'influence. La chaîne basée à Caracas est présente en Amérique latine, son objectif est « L'intégration des peuples latino-américains et contrer l'information biaisée provenant du Nord ». Il s'agit d'un autre exemple de politisation des médias.

Cuba : un allié et un soutien incontournable

Le rôle de Cuba dans le soutien au régime Chaviste a été largement décrit. Cette alliance a continué avec l'arrivée de N. MADURO au pouvoir. Selon Rafael RAMIREZ, ancien ministre du Pétrole dans le gouvernement CHAVEZ fait partie de ceux qui soutiennent que le choix de N. MADURO pour succéder à H. CHAVEZ a été influencé par Cuba¹²¹.

Le renforcement de l'influence de Cuba sur le Venezuela est décrit par la journaliste vénézuélienne Christina MARCANO dans un entretien avec le journal *El País*¹²². Elle aborde l'ensemble des secteurs et confirme le rôle central de Cuba auprès des forces armées, des services de sécurité et de l'intelligence. Leur influence serait renforcée par le contrôle des systèmes informatiques de la présidence, des ministères et des entreprises d'État.

¹²¹ *"Si Chávez estuviera vivo, le daría un golpe de estado a Maduro"*, Entretien avec BBC Mundo, 4 février 2019.

¹²² MARCANO Cristina, *"Las relaciones desmedidas"*, 30 mars 2014, *El País*.

Dans un entretien avec le média anti castriste financé par les États-Unis¹²³, Cristina MARCANO nomme les responsables cubains les plus influents :

- Ramiro VALDES, deuxième vice-président du Conseil d'État cubain, serait l'homme le plus proche de Caracas et son conseiller principal en tactiques de répression politique.
- Le général Leonardo Andollo VALDES, deuxième chef de l'état-major général cubain, serait responsable de tout le travail militaire que les Cubains accomplissent dans le pays en matière de sécurité et de défense et dirigerait le Groupe de coordination et de liaison des Forces armées révolutionnaires de Cuba Venezuela (Gruce).¹²⁴

Le rôle central de Cuba dans le contrôle politique des forces armées et des services de sécurité est également mentionné dans une analyse publiée par Reuters en août 2019¹²⁵, notamment au travers d'accords signés en 2008 qui ont organisé une surveillance stricte des troupes vénézuéliennes par l'intermédiaire d'un service de renseignement, désormais connu sous le nom de [Direction générale du contre-espionnage militaire \(DGCIM\)](#). Sur le conseil de l'armée cubaine, le Venezuela a restructuré l'unité de renseignement en un service qui espionne ses propres forces armées, instillant la peur et la paranoïa et réprimant la dissidence.

En 2019, le soutien de Cuba relève d'un intérêt national tant le destin des deux pays est lié. Le Venezuela est devenu le premier partenaire commercial de l'île dans les années 2000 et malgré la chute des échanges liés à la crise économique que subit le Venezuela, les échanges commerciaux restent importants¹²⁶. Il s'agit essentiellement de l'approvisionnement en hydrocarbures de Cuba en échange de services professionnels. Les professionnels cubains envoyés au Venezuela représentent une source de devises pour l'île. Un grand nombre d'entre eux sont médecins, mais d'autres professions sont concernées, y compris du personnel des services de sécurité¹²⁷. L'approvisionnement en énergie est en devises permet de maintenir la sécurité alimentaire de l'île. Cette alliance couvre également un intérêt politique et la lutte conjointe contre l'impérialisme nord-américain.

Les sanctions économiques américaines visent également Cuba, un allié important du régime de Caracas. Le 3 juillet 2019, des sanctions ont été prises à l'encontre de la compagnie pétrolière d'état cubaine Cubametale en raison de ses importations de pétrole vénézuélien¹²⁸. L'embargo américain du 5 août n'a pas affecté les importations cubaines qui auraient progressé à 119 000 barils par jour en septembre 2019 en comparaison aux 70 000 barils par jour importés en août 2019 selon trois sources de l'industrie et des données de [Refinitiv Eikon](#).

¹²³ La radio-télévision Martí est basée à Miami et financée par le gouvernement fédéral des États-Unis par l'intermédiaire de l'Agence américaine pour les médias mondiaux. Elle transmet des informations en espagnol à Cuba

¹²⁴ "El control cubano sobre Venezuela", Radiotelevision Marti, 30 mars 2014.

¹²⁵ BERWICK Angus, "[Represión importada: Cómo Cuba enseñó a Venezuela a sofocar el disenso militar](#)", 22 août 2019, Reuters.

¹²⁶ Selon l'ONG *Control Ciudadano*, les échanges bilatéraux ont chuté de 8 562 millions de pesos en 2012 à 2 213 millions de pesos en 2017, et le Venezuela resterait le partenaire commercial principal de Cuba.

¹²⁷ BERMUDEZ Ángel (@angelbermudez) BBC News Mundo, 13 février 2019, "[Maduro vs Guaidó : qué se juega Cuba en la crisis política de Venezuela](#)".

¹²⁸ Département du Trésor des États-Unis, Communiqué de Presse, « [Treasury Further Targets Entities and Vessels Moving Venezuelan Oil to Cuba](#) », 24 septembre 2019.

La stratégie informationnelle du gouvernement MADURO

Face à une accélération des initiatives de l'opposition en 2019, une pression accrue des États-Unis et des tentatives de prise de pouvoir par l'opposition, la guerre de l'information s'est également intensifiée.

Malgré une escalade de la désinformation lancée par l'opposition, et peut-être aussi pour lui répondre, le gouvernement maintient sa ligne de communication avec deux messages principaux : la continuité du chavisme et de la Révolution bolivarienne, et le rejet du président autoproclamé J. GUAIDO en tant que marionnette du gouvernement américain déterminé à exploiter la vaste richesse pétrolière du Venezuela.

L'accélération du rythme de la communication est essentiellement en réponse aux attaques et aux campagnes de désinformation de l'opposition. La période est marquée par deux accélérations :

- Un renforcement des restrictions imposées aux médias avec un ciblage particulier des médias étrangers, confirmant ainsi le renversement du contrôle des médias opéré au cours des 20 années précédentes ;
- Et une escalade des messages contradictoires entre gouvernement et opposition, dont les échanges sont une suite d'accusations et de contre-accusations de plus en plus sérieuses.

La consolidation du contrôle des médias

Entre 2013 et 2019, selon le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières, le Venezuela a vu son classement passé de la 117e place à la 148e sur 180 pays étudiés.¹²⁹

La pression sur les médias de l'opposition s'est accentuée en 2019 avec l'intensification d'un conflit qui s'est élargi avec la dégradation de la situation économique et humanitaire dans le pays et une large implication internationale. À ce titre, les médias internationaux sont ciblés de façon plus systématique. Au plus fort des tensions avec l'opposition le 30 avril 2019, le gouvernement a suspendu la diffusion de BBC Mundo, de CNN international et de RCR (Radio Caracas Radio) sur ordre de la CONATEL, selon un syndicat de journalistes vénézuéliens¹³⁰. L'opposition dénonce une censure du gouvernement et l'illégalité de cette décision selon le SNTP.

Cette situation et les restrictions à la liberté de la presse sont confirmées par une journaliste proche du gouvernement CHAVEZ, Vanessa DAVIS. Elle décrit une dégradation de l'environnement des médias en comparant l'ouverture et le développement d'une presse libre durant les années CHAVEZ avec les atteintes à la liberté de la presse, sous la pression combinée du gouvernement MADURO et des attaques répétées de l'opposition soutenue par les États-Unis contre le gouvernement¹³¹.

L'alignement des médias communautaires

Pour rappel le président H. CHAVEZ a initialement ouvert l'espace des médias sur la base d'une rhétorique anti élitiste et « anti parti ». En 2019, cet espace médiatique est largement réduit. Les médias sont essentiellement institutionnels et relaient les messages du parti et des autorités centrales.

¹²⁹ RSF, Rapport Venezuela 2018, <https://rsf.org/fr/venezuela>

¹³⁰ AFP, « Venezuela : le gouvernement suspend la diffusion de la BBC, de CNN et d'une radio », 30 avril 2019, <https://www.france24.com/fr/20190430-venezuela-le-gouvernement-suspend-diffusion-bbc-cnn-dune-radio>

¹³¹ AUGUSTIN Ed, "The evolution of Venezuela's media landscape: from openness to restriction?" 11 août 2019, Therealnews.com

Les objectifs initiaux de valorisation de médias communautaires ne semblent plus d'actualité et la plupart de ces médias ont fermé. Tatuy TV est une des rares chaîne de télévision communautaire encore active. Elle maintient un double objectif de défense du chavisme et de porte-voix des populations.

Au-delà de la disparition d'une majorité des chaînes communautaire, l'évolution du contenu de télévisions communautaires encore en activité révèle un fort accent sur l'éducation politique au détriment de la représentativité de la population. L'exemple de Tatuy TV est illustratif de l'évolution du contenu et des objectifs des médias communautaires initialement encouragés par la République Bolivarienne du Venezuela pour placer le peuple au centre du pouvoir. L'un des programmes phares en 2019 est une série de documentaires sur la révolution centrée sur la personnalité du Président¹³² CHAVEZ qui remet au centre le personnage central de la révolution et son message, plus que le peuple et les communautés. Il s'agit bien d'un des objectifs initiaux des chaînes communautaires qui devait cependant être développé en parallèle avec l'objectif de représentativité du peuple. Une transition assumée vers un militantisme politique loin des objectifs de pluralisme et de représentation communautaires dans l'espace audiovisuel. Sur son site, la chaîne de télévision Tatuy insiste sur son rôle de formation idéologique et politique, [afin de développer des citoyens militants](#).

Dans un entretien paru en octobre 2019, une des fondatrices de Tatuy TV, Jessica Pernia estime que la « dépolitisation » et le désenchantement de la population vis-à-vis de l'engagement politique est un des obstacles principaux aux objectifs politiques de la chaîne :

*« Nous avons débattu sur ce que nous devrions faire alors que nous sommes confrontés à une crise économique, sociale et politique, et nous avons conclu que notre pire ennemi n'est ni la crise elle-même, ni l'opposition, ni le gouvernement – bien qu'ils aient tous leur part de responsabilité. Notre pire ennemi, c'est la dépolitisation ».*¹³³

Cette conclusion confirme un risque identifié en 2008 dans une analyse des médias et de leur rôle dans la démocratie participative au Venezuela. Elle concluait que le développement des médias et leurs contrôles par les autorités présentaient un double risque : le premier serait celui « de tomber dans une sorte de surenchère qui aurait pour but de cacher des informations importantes ou déplaisantes au régime en place (...) avec un résultat de lasser la population » ; le second danger serait ensuite celui d'un conflit poussé trop loin et qui aboutirait à l'élimination progressive des médias d'opposition¹³⁴.

Le gouvernement suit le rythme des initiatives de l'opposition

Les autorités répètent systématiquement leur message en réponse aux attaques de l'opposition. Le président MADURO est notamment attentif à confirmer le soutien de l'armée au régime qu'il met en scène en réponse aux proclamations de J. GUAIDO en janvier 2019 et en mars 2019. Ces images confirment le rôle central des forces armées dans le maintien du régime au pouvoir¹³⁵.

¹³² Pascual Marquina CIRA, "[Grassroots Communication Fights Back! A Conversation with Jessica Pernia](#)", 16.10.2019.

¹³³ Monthly Review Online, (*Monthly Review* est un mensuel publié aux États-Unis. La revue existe depuis 1949. D'orientation marxiste, elle n'a jamais été liée à un État, et a une analyse plus historique et philosophique que "politicienne").

¹³⁴ JOFFRES Adeline, « *Démocratie participative et médias : jeux d'influence au Venezuela, L'Ordinaire des Amériques* », 2008, pages 193-215.

¹³⁵ Par exemple: "[Maduro Fills Twitter Feed with Military Photos after Guaido's appeal to Venezuela soldiers](#)", Euronews. 28 janvier 2019.

A la suite l'appel de J. GUAIDO du 30 Avril, le président MADURO annonce l'échec du coup d'Etat le lendemain et dénonce la tentative de déstabilisation qui aurait fourni un prétexte à une intervention armée étrangère de « l'Empire » (c.a.d les Etats-Unis). Il accuse également la Colombie et le Chili de soutenir l'opposition. Il affirmera plus tard que le coup prévoyait son assassinat, ainsi que celui de plusieurs cadres des forces armées.¹³⁶ Le pouvoir prend soin de confirmer que 80 % des troupes impliquées dans la mutinerie avaient abandonné J. GUAIDO. Le même jour, N. MADURO prononce un discours devant les forces armées et appelle à combattre « tous les putschistes ». Des images d'une "marche pour réaffirmer la fidélité absolue des FANB" (Fuerza Armada Nacional Bolivariana, forces armés) sont diffusées. N. MADURO ouvre la marche, entouré de membres des forces armées¹³⁷.

De la même manière, le gouvernement va réagir aux attaques des États-Unis avec une critique des visées impérialistes du nord et par la confirmation du projet de révolution bolivarienne chaviste comme source de crédibilité. C'est le cas notamment lors du ralliement d'une cinquantaine de pays qui reconnaissent la légitimité de Juan GUAIDO comme président du pays, ou après les sanctions américaines en août 2019.

Face aux accusations de blocage de l'aide humanitaire, le gouvernement nie la crise et dénonce une ingérence impérialiste, avant d'annoncer l'arrivée de 7,5 tonnes d'assistance humanitaire en provenance de Russie payées par les autorités.¹³⁸

Le brouillage médiatique autour d'un éventuel accord politique

Tout au long de l'année, les initiatives de l'opposition sont rapidement contredites par les médias progouvernementaux. Ces contradictions systématiques décrédibilisent une large partie de la communication, mais permettent aux parties en présence de confirmer leur contrôle.

La réalité et les résultats éventuels de négociations en vue de résoudre la crise politique sont également l'enjeu de messages contradictoires. Au-delà des aléas du dialogue politique, les partis se positionnent et s'accusent mutuellement de faire capoter le processus ou de proclamations mensongères. Les déclarations contradictoires des 15 et 16 septembre 2019 illustrent le difficile équilibre que les deux parties maintiennent pour assurer la continuité de leur légitimité.

La crise politique semble sans issue en août 2019. Le 7 août, l'étendue des nouvelles sanctions économiques américaine asphyxie littéralement le pays et entraîne le départ des représentants du gouvernement aux pourparlers en vue de résoudre la crise sous l'égide de la Norvège.¹³⁹ L'avancée des négociations politiques est un enjeu majeur. Il n'est en effet plus possible pour l'opposition d'accepter une avancée des négociations dans le cadre du narratif du « jour d'après ».

Le 15 septembre, J. GUAIDO annonce formellement - sous la forme d'un communiqué officiel de la présidence - la fin des négociations. Le « Président ad interim » confirme son refus de négocier et invite au contraire à une intensification de la lutte¹⁴⁰. Il insiste sur le fait que les négociations ont échoué, en référence aux discussions engagées sous l'égide de la Norvège. Il publie également une proposition qui aurait été faite dans le cadre ces négociations centrées sur la démission du Président MADURO et la préparation d'élections. J. GUAIDO évoque également l'importance de l'activation du Traité interaméricain d'assistance réciproque (ou Traité de Rio) par l'Organisation des États Américains

¹³⁶ Euronews with Reuters, "Venezuela's Maduro says foiled coup included assassination attempt", 27 juin 2019.

¹³⁷ AFP, « Venezuela : Nicolas Maduro appelle l'armée à combattre "tous les putshistes" », 02 mai 2019.

¹³⁸ "[Maduro Accepts Medical Aid From Russia](#)", 22 février 2019, Tolo news.

¹³⁹ "Venezuela crisis: How the political situation escalated", BBC News, 08 août 2019.

¹⁴⁰ DOBSON Paul, "[Government Signs Agreement with Opposition Factions as Guaido Declares Dialogue Over](#)", 16 septembre /2019.

(OEA). Ce texte hérité de la guerre froide permet une coordination des pressions sur Caracas et la réunion du comité consultatif du traité de Rio a été approuvée en septembre par 12 membres de l'OEA sur proposition de la Colombie. En pratique, le Venezuela s'est retiré du traité en 2012 et les autorités de Caracas ont donc rejeté cette proposition.

Cette déclaration décrédibilise le gouvernement, et permet de confirmer J. GUAIDO en leader de l'opposition, et en homme d'État responsable qui propose une solution multilatérale face au vide laissé par le gouvernement MADURO.

Le lendemain, le gouvernement déclare avoir signé un accord avec des factions de l'opposition dans le cadre d'une « Table ronde nationale pour le dialogue de paix », immédiatement contredit par J. GUAIDO. L'accord prévoyait des avancées significatives et une demande de cessation des sanctions. Il prévoyait la réintégration de législateurs progouvernementaux au Parlement contrôlé par l'opposition. Il prévoyait également la mise en place du collège électoral et des efforts communs pour contourner les sanctions américaines. En gage de crédibilité de l'accord, Edgar ZAMBRANO, - vice-président de l'Assemblée nationale et adjoint du président auto proclamé Juan GUAIDO - est libéré le 18 septembre après quatre mois de détention et une arrestation pour trahison. La Cour suprême publie une déclaration qui précise que cette décision a été prise « à la suite d'un accord passé entre le gouvernement du Venezuela et une partie de l'opposition ¹⁴¹ ».

Les autorités présentent l'image d'un régime ouvert au dialogue et qui obtient des résultats pour l'avenir du pays. En pratique, seule une minorité des partis de l'opposition était représentée avec moins de 10 % des sièges du parlement, ainsi que l'Église catholique. Les partis d'opposition principaux étaient absents, notamment Volonté populaire, le parti de J. GUAIDO. Certains partis du gouvernement étaient également absents comme le Parti communiste.¹⁴² J. GUAIDO a qualifié cet accord de manœuvre du gouvernement afin de diviser l'opposition¹⁴³.

La stratégie informationnelle de l'opposition

C'est l'opposition qui va dominer le tempo de la guerre de l'information en 2019 avec une avalanche de nouvelles attaques, et de nouveaux narratifs. Le président ad-interim multiplie les déclarations et les activités qui confirment son statut et qui donnent l'apparence d'une légitimité gouvernementale¹⁴⁴. Le compte Twitter de la présidence ad interim est particulièrement actif (« *Centro de Comunicación Nacional* »). Il poste en alternance des critiques du régime MADURO et surtout des déclarations de politique générale de Juan GUAIDO, de ses ministres et de ses représentants diplomatiques, sans oublier de la première dame. À titre d'exemple dans la semaine du 20 au 26 octobre 2019, le site a publié 278 tweets, soit une moyenne d'un tweet toutes les 36 minutes pendant 7 jours.

Le bilan de ces nombreuses initiatives est cependant limité.

Auto-proclamation du président par intérim le 23 janvier

Le 23 janvier, date qui symbolise la chute de la dictature de Marcos Pérez JIMENEZ (1948-1958) et le retour à la démocratie à Caracas, lors d'une journée de manifestations à l'appel de l'opposition, le

¹⁴¹ « [Venezuela releases key opposition lawmaker after four months in custody](#) », 18.09.2019.

¹⁴² DOBSON Paul, « [Government Signs Agreement with Opposition Factions as Guaidó Declares Dialogue Over](#) », 16 septembre 2019.

¹⁴³ Associated Press, « [Split Emerges in Venezuela Opposition Over Talks with Gov't](#) », 17 septembre 2019.

¹⁴⁴ Associated Press, « [Venezuela's Guaidó names shadow cabinet to help oust Maduro](#) », 28 août 2019.

président de l'Assemblée nationale, J. GUAIDO, investi le 5 janvier, président par intérim du Venezuela". Il déclare :

« Aujourd'hui, 23 janvier 2019, en tant que président de l'Assemblée nationale, invoquant les articles de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela [...], je jure d'assumer formellement les compétences du pouvoir exécutif national, en tant que président responsable du Venezuela pour mettre fin à l'usurpation du pouvoir, instaurer un gouvernement de transition et des élections libres. »¹⁴⁵

Le contexte paraît favorable pour l'opposition, car :

- En interne, l'armée paraît divisée et en mesure de basculer en sa faveur. Le 21 janvier, un groupe de militaires a appelé à se soulever contre le régime chaviste, ce qui déclenche leur arrestation, mais aussi des manifestations de soutien dans tout le pays ; un ancien général à la retraite, Cliver Alcalá CORDONES, donne une interview [au journal espagnol ABC](#) où il dit que « des gradés de l'armée souhaitent que soient réunies les conditions conformes à la Constitution pour agir », sachant que quelques jours plus tôt J. GUAIDO a fait voter une loi d'amnistie pour les militaires qui déserteraient ;
- À l'international, il est assuré du soutien des États-Unis (tweet immédiat de la Maison-Blanche reconnaissant "le président intérimaire"), et de onze membres sur quatorze du Groupe de Lima.

Cette déclaration est un succès, car elle a pour effet de produire une confusion la plus totale sur qui gouverne le pays comme l'illustre le moteur de recherche de Siri :

L'appel du 30 avril

Juan GUAIDO lance une nouvelle attaque contre le régime chaviste. Il la qualifie de phase finale de l'« Opération Liberté ». Il pose dans une vidéo aux côtés de l'opposant au régime Leopoldo LOPEZ qui avait été condamné à quatorze ans de prison et déclare « J'ai été libéré par des militaires ». Juan GUAIDO lance un nouvel appel au soulèvement en direction de l'armée et des citoyens en publiant une vidéo depuis une base militaire aérienne de Caracas, retransmise largement sur les réseaux sociaux. Il appelle les citoyens à se mobiliser dans la rue et l'armée à le rejoindre, comme l'ont fait des soldats que l'on voit se poster, armés, [dans l'enceinte de la base aérienne](#).

Sur la chaîne de télévision TV Venezuela Noticias un militaire déclare : « Nous sommes fatigués que le peuple souffre... Il y a environ 500 soldats qui ont rejoint l'appel [de Juan GUAIDO]. » Les militaires ralliés sont incités à porter un ruban bleu pour se distinguer de ceux qui restent fidèles au régime.

Des manifestations s'organisent tout au long de la journée, particulièrement autour de la base militaire où se trouve J. GUAIDO, mais elles restent de petite dimension.

L'aide humanitaire comme instrument de guerre de l'information

En février 2019, des tensions importantes et des affrontements ont eu lieu entre les forces vénézuéliennes et des groupes de l'opposition les 22 et 23 février 2019 aux frontières avec la Colombie (Etat de Tachira) et avec le Brésil (Etat de Bolivar) en lien avec le convoi d'aide humanitaire qui aurait été empêchée de rentrer dans le pays. Le président auto proclamé Juan GUAIDO se rend en Colombie et dénonce le blocage de l'aide humanitaire par le gouvernement.

Mise en place d'un gouvernement par intérim

¹⁴⁵ [elestimulo.com/](#) site d'information multimédia créé en 2014 par Paula Quinteros, ex-présentatrice, entrepreneuse et journaliste colombienne qui a grandi au Venezuela et gère un petit groupe de presse, Iguana Blue Networks.

Juan GUAIDO a annoncé la composition d'un gouvernement parallèle le 28 août, une étape supplémentaire en vue de forcer le gouvernement MADURO au départ. La nouvelle équipe a pour objectif de préparer la transition et l'organisation d'élections, elle comprend des poids lourds de l'opposition, mais l'activité de ce gouvernement reste largement symbolique. Leopoldo LOPEZ qui coordonne l'action du gouvernement vit à l'ambassade d'Espagne à Caracas pour sa protection depuis l'appel au soulèvement militaire raté du 30 avril et le député de l'opposition Julio BORGES, chargé des relations extérieures, vit en exil en Colombie.

Le narratif du « jour d'après »

Une majorité des messages et du positionnement de l'opposition est centrée sur le narratif du « jour d'après », où tous les efforts sont faits pour organiser la mise en place d'un nouveau régime. Ce narratif ne vise plus à convaincre de la nécessité ou de l'imminence d'un changement de régime, il cible exclusivement la période qui va suivre le renversement du régime MADURO : le jour d'après. Ce narratif permet de justifier les conséquences humanitaires très violentes que les sanctions économiques font peser sur la population du pays avec la promesse d'un développement et du soutien américain au nouveau régime.

Il ne s'agit pas uniquement d'un narratif de communication. Cette approche permet aux gouvernements « ad interim » reconnus par une partie de la communauté internationale d'organiser l'aide au développement et la relance économique qui devrait bénéficier au pays à la suite de la chute du régime MADURO. Au-delà de la planification avec le gouvernement parallèle, cette approche permet une allocation des aides et des contrats auprès des représentants et soutiens au « gouvernement ad interim ».

Les orientations économiques, les plans de restructuration des services publics du pays et l'ensemble des contrats qui accompagneront ce processus sont décidés entre les bailleurs de fonds et une poignée de représentants de l'opposition. À titre d'exemple, l'USAID s'est engagée à soutenir en septembre 2019 le « gouvernement ad interim » de Juan GUIADO et l'opposition pour un montant de 52 millions de dollars US¹⁴⁶. D'autres annonces similaires ont été faites par la Banque Mondiale par exemple, avec des plans d'action détaillée sur la reprise économique, le soutien aux services de l'État et l'accompagnement du processus démocratique¹⁴⁷.

La préparation de l'après-MADURO permet à l'opposition de positionner ses intérêts économiques. Des engagements sont pris avec les autorités américaines et les bailleurs internationaux (FMI et Banque mondiale) qui répartissent les ressources attribuées aux autorités administratives et aux entreprises privées sur l'ensemble des ressources. Les plans de développement par secteurs prévoient les budgets, les contrats, et les prestataires de services qui en bénéficieront¹⁴⁸.

Ce narratif a cependant échoué à renverser la bataille de l'information et les affirmations de l'opposition ne parviennent pas à changer la donne.

Menaces d'interventions militaires

Les pressions diplomatiques sont assorties de menaces d'interventions militaires contradictoires. La dégradation des relations avec la Colombie laisse planer un risque de conflit. La zone frontalière est marquée par la présence de groupes paramilitaires appartenant au FARC ou ELN qui pourraient être à

¹⁴⁶ KOERNER Lucas Koerner et VAZ Ricardo, "[Washington Gives Guaido \\$52M in Funding, Slaps Venezuela with New Sanctions](#)", 25/09/2019.

¹⁴⁷ RUSSEL Benjamin, "[A 180-day plan for Venezuela](#)", American Quarterly, 04/2018.

¹⁴⁸ Entretien réalisé auprès d'une source anonyme.

l'origine d'une intervention des forces armées colombiennes. La tension entre les gouvernements colombien et vénézuélien entraîne régulièrement des incidents aux frontières. La fermeture des postes-frontières ou les tentatives de passages forcés de convois supposés transporter de l'aide humanitaire ont donné lieu à des affrontements entre groupes armés. Le positionnement de l'armée vénézuélienne en alerte orange dans les États à la frontière colombienne augmente encore le risque d'incidents¹⁴⁹. Le 4 septembre, le président vénézuélien N. MADURO a accusé le gouvernement colombien d'utiliser la détérioration du conflit en Colombie afin de « déclencher un conflit militaire » avec le Venezuela¹⁵⁰. Les forces armées vénézuéliennes ont été placées en état d'alerte à la frontière colombienne. Ce regain de tension avec la Colombie est lié au rejet récent d'anciens chefs des FARC colombiennes de l'accord de paix de 2016. Bogota accuse le gouvernement MADURO de soutenir les représentants du FARC sur le territoire.

Les États-Unis sont particulièrement attentifs au renforcement des mouvements de guérilla colombiens de part et d'autre de la frontière qu'ils interprètent comme une des conséquences de la situation au Venezuela. L'Amiral FALLER¹⁵¹ mentionne que les rebelles de l'ELN et des factions du FARC profitent de l'instabilité au Venezuela pour étendre leurs activités illégales. Il évoque un scénario de détérioration de la situation de part et d'autre de la frontière, pour laquelle « toutes les options sont sur la table ».¹⁵²

La montée des tensions avec les États-Unis laisse planer le risque d'une intervention militaire. Les déclarations de Washington restent cependant contradictoires. Le président TRUMP mentionne à ce propos que « toutes les options restent ouvertes », y compris l'option militaire¹⁵³. Cette éventualité est cependant rarement évoquée par les analystes qui mentionnent plus régulièrement une dégradation de la situation vers une guerre civile « avec le soutien des États-Unis ». Les diplomates américains insistent sur les pressions diplomatiques et économiques pour accélérer un changement de régime au Venezuela¹⁵⁴. Tandis que le président TRUMP mentionnait le dialogue avec le Venezuela alors que l'Amiral FALLER, à la tête du commandement Sud des États-Unis, confirmait que la marine américaine était prête « à faire le nécessaire au Venezuela »¹⁵⁵. La montée des tensions sans précédent entre les États-Unis et le Venezuela et la fermeture des canaux de communication entre les deux pays¹⁵⁶ ont augmenté le risque de dégradation de la situation.

La guerre de l'information vénézuélienne version droits de l'homme et Nations-Unies

En moins de deux ans, l'ONU va publier deux rapports sur les droits de l'homme dans le pays, largement divergents dans leurs constats et recommandations, qui créeront une polémique internationale. Du 26 novembre au 4 décembre 2017, Alfred de ZAYAS, « expert indépendant pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable » nommé par le Haut Conseil des droits de l'homme de l'ONU,

¹⁴⁹ Le 03/09/2019, le Président N. MADURO positionne l'armée en « alerte orange » à la frontière avec la Colombie, pour se prémunir contre toute tentative d'invasion. L'exercice militaire « Paix et Souveraineté » en septembre 2018 testait un scénario identique.

¹⁵⁰ « [Venezuela : MADURO accuse la Colombie de « manœuvrer » pour « déclencher un conflit »](#) », Le Figaro avec AFP, 4 septembre 2019.

¹⁵¹ Amiral FALLER, Commandant de la région militaire Sud de l'armée des États-Unis

¹⁵² « [Exclusive : As Venezuela crisis deepens, U.S. sharpens focus on Colombia rebel threat](#) », Reuters, 18 mars 2019.

¹⁵³ Interview CBS News du 3 février 2019 par exemple

¹⁵⁴ « [Exclusive : As Venezuela crisis deepens, U.S. sharpens focus on Colombia rebel threat](#) », Reuters, 18 mars 2019.

¹⁵⁵ BELE Patrick, « *Venezuela : TRUMP souffle le chaud et le froid* », 21 août 2019, Le Figaro.

¹⁵⁶ Rupture des relations diplomatique en février 2019 et interruption des discussions sous l'égide de la Norvège à La Barbade le 7 août 2019.

se rend au Venezuela. Début 2018, il publie un rapport où il met clairement en cause les États-Unis, qui tentent d'asphyxier le Venezuela à travers une guerre économique. Il récuse également le fait qu'il y ait une crise humanitaire.¹⁵⁷ Il revendique également le succès de sa mission avec la libération de plusieurs prisonniers politiques.

« Parmi les obstacles, qui empêchent les citoyens de profiter des droits de l'homme, j'ai enquêté sur les mesures économiques hostiles adoptées par plusieurs Etats et affectant directement et indirectement le bon fonctionnement de l'État ciblé, ou diminuant son champ d'action. »

« Il y a une campagne médiatique préoccupante, pour forcer les observateurs à adopter des idées préconçues, selon lesquelles il y aurait une « crise humanitaire » au Venezuela. Nous devrions nous méfier de l'hyperbole et de l'exagération, en gardant à l'esprit que la « crise humanitaire » est un terme technique, qui pourrait être utilisé comme un prétexte pour une intervention militaire ou un changement de régime. [...] La situation au Venezuela n'atteint définitivement pas le seuil d'une crise humanitaire, même s'il y a de la souffrance, causée par des causes internes et externes. N'importe quel observateur qu'il y a des pénuries dans certains secteurs, de la malnutrition, de l'insécurité, de l'angoisse. »

Lors d'une interview à la télévision diffusée en février 2019 sur Telesur, la télévision pro-MADURO, il fait le point sur les réactions violentes déclenchées par son rapport et déclare :

« Le Venezuela souffre d'une guerre économique. Le Venezuela souffre d'un blocus financier. Le Venezuela souffre d'un haut niveau de contrebande. De là, le Venezuela a besoin de la solidarité internationale pour régler ces problèmes. Avant toute chose, il faut mettre un terme à la guerre économique, il faut lever les sanctions, parce que sont ces sanctions qui empirent la situation d'insuffisance d'approvisionnement dans le domaine médical. »

« Les médias mainstream ne sont pas intéressés par la diffusion d'une image complète de la situation au Venezuela. Par exemple, là, vous êtes en train de m'interroger. Je crois qu'en tant qu'ancien haut fonctionnaire de l'ONU [devenu aujourd'hui] expert indépendant, quand je me prononce sur quelque chose, qui n'est pas le Venezuela, en général, la BBC, le New York Times, couvrent le sujet et le traitent. Mais ce n'est pas le cas ici : CNN, BBC m'ont complètement ignoré, comme si ma visite au Venezuela n'avait jamais eu lieu. Qui veut m'interroger du coup ? Telesur, et les médias soutenus par l'État russe, RT, Sputnik... »

Du 19 au 21 juin 2019, La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle BACHELET (ancienne présidente du Chili), se rend dans le pays du pour rencontrer notamment le Président Nicolas MADURO, qui l'accueille chaleureusement, ainsi que d'autres hauts responsables gouvernementaux, le Président de l'Assemblée nationale, des représentants de la société civile et d'entreprises¹⁵⁸. Mais les conclusions du rapport réalisé sous la direction de Michelle BACHELET sont critiques par rapport à la politique suivie par MADURO et sont donc très différentes de celles de Alfredo de ZAYAS [qui critiquera durement ce rapport](#).

Dans son rapport, Michelle BACHELET exhorte le gouvernement vénézuélien à prendre des mesures immédiates et concrètes pour mettre fin aux graves violations des droits économiques, sociaux, civils, politiques et culturels constatées dans le pays et y remédier. Elle prévient que si la situation ne s'améliore pas, l'exode sans précédent de migrants et de réfugiés vénézuéliens se poursuivra et les conditions de vie de ceux qui restent dans le pays se détérioreront.

¹⁵⁷ 2018 - Rapport de l'expert indépendant des Nations Unies (ONU), Alfred de ZAYAS.

¹⁵⁸ [Pour lire le rapport complet en anglais](#).

Concernant le paysage médiatique, elle dénonce le fait que l'espace réservé aux médias libres et indépendants s'est rétréci du fait de l'interdiction et de la fermeture de certains médias et de la mise en détention de journalistes indépendants.

Pourquoi ce cas d'école mérite d'être médité ?

Le gouvernement MADURO conservé le pouvoir malgré les assauts subis à la fois sur le plan extérieur ([offensive diplomatique en faveur de J. GUAIDO](#), [campagne de presse internationale hostile au régime MADURO](#), [pression des convois humanitaires aux frontières du pays](#), [opérations de sabotage de son appareil économique \(centrales électriques\)](#)), et sur le plan intérieur par les différentes manœuvres tentées par l'opposition et ses soutiens.

L'invasion d'une partie du territoire ukrainien par la Russie a temporairement gelé les aspects les plus brutaux de la confrontation entre le régime et l'opposition. [L'annonce par les Etats-Unis d'un allègement de l'embargo](#) à l'égard du Venezuela en novembre 2022 confirme cette pause de nature géopolitique. 4

Mais les élections présidentielles prévues en 2024 risquent de relancer cette confrontation qui dure depuis le début des années 90. Une cinquantaine de pays n'avait pas reconnu la légitimité du mandant actuel de MADURO. [Ce dernier a prévenu qu'il ne tiendrait aucun compte](#) de l'attitude de rejet exprimée à l'extérieur des frontières nationales. La [division actuelle de l'opposition](#) sert ses intérêts. Mais les tensions persistent et les rapports de force initiaux identifiés sur les différents échiquiers demeurent.

Si les jeux d'influence extérieurs sont impactés par les conséquences des jeux d'alliance ou de neutralisation de l'influence de la Russie, les luttes informationnelles se poursuivent au jour le jour. Le gouvernement MADURO a décidé au début de l'année 2023 d'appliquer la stratégie poutinienne pour limiter au maximum l'action des ONG soutenues par une aide extérieure non conforme à des idées. L'encercllement n'est pas seulement cognitif. Les autorités ont décidé de s'attaquer au « nerf de la guerre » informationnelle c'est-à-dire l'argent. Elles envisagent de procéder à des restrictions financières et évoque la possibilité d'une interdiction de l'activité des ONG les plus menaçantes pour la sécurité nationale du Venezuela. L'Assemblée Nationale (celle élue en 2020) a adopté une loi, dite « Loi de contrôle, régularisation, agissement et financement des ONG », qui régit le fonctionnement des ONG, partant du principe que nombreuses d'entre elles sont des « appendices » du gouvernement des Etats-Unis. Dorénavant, les ONG doivent s'enregistrer auprès du gouvernement et déclarer l'origine de leurs fonds.

Diosdado Cabello, un des principaux leaders du chavisme, justifie cette loi : « Les ONG ont commencé leurs activités avec des objectifs sociaux, humanitaires, mais, aujourd'hui, elles ont toutes des motivations politiques avec l'objectif de déstabiliser notre pays ». Il prétend avoir une liste de 62 ONG dont les activités sont critiquables.

Selon Marta Valiñas, la présidente de la Mission Internationale de l'ONU pour la détermination des faits dans la République Bolivarienne du Venezuela, « cette loi pourrait représenter une fermeture de l'espace civique et démocratique au Venezuela ». De son côté, Amnesty International estime que cette loi vise à « contrôler, restreindre et, en fin de compte, criminaliser, neutraliser et dissoudre les ONG qui opèrent dans ce pays ».

La résilience du régime MADURO s'explique aussi par la manière dont il fait évoluer son emprise informationnelle sur la population vénézuélienne. Contrairement aux procédés de guerre psychologique qui ont été utilisés durant la guerre froide, les méthodes employées sous MADURO ont dépassé les techniques de dénigrement utilisées dans la société médiatique du camp occidental. Une émission phare de la télévision pro MADURO a cette particularité de mélanger les genres de manière assez étonnante. Le présentateur lance les reportages d'investigation puis les commente en invectivant l'opposition. Face à lui sur une sorte de piste de danse, des citoyens et des citoyennes acquis à la cause du régime, habillés en civil ou en tenue militaire, dansent et manifestent leur joie d'être là. On est loin du public passif qui sert de décors [à l'émission française du « Quotidien »](#). Cette forme de transgression de l'image classique du régime autoritaire est un des points forts du courant subversif qui sert les intérêts de propagande du régime en place. On est loin des techniques mises en œuvre par le Bloc de l'Est comme l'a symbolisé la présentation du journal de 20 heures par un officier en uniforme lors de la [prise du pouvoir par le général polonais Jaruzelski](#).

Références bibliographiques sur le cas vénézuélien

DEBOS Franck et LANCINI Maria Daniella, « [Créativité numérique en période de conflit : le cas vénézuélien](#) », 4 septembre 2017.

DE ZAYAS Alfred, Rapport de l'expert indépendant des Nations Unies (ONU), 2018. *Le rapporteur s'est rendu au Venezuela en novembre 2017 pour évaluer la situation des Droits de l'Homme.*

GOLINGER Eva, "Bush versus Chavez, Washington's war on Venezuela", Monthly Review Press, 2008.

GOLINGER Eva, « *The Chavez Code, cracking US intervention on Venezuela* », Oser Dire, 2005.

GOLINGER Eva, « *The dirty Hands of the National Endowment for Democracy* », 2014.

Les Temps Modernes, « *Venezuela 1998 – 2018 : Le pays des fractures* », Gallimard, 2018.

GURGANUS Julia, "[Russia: Playing a Geopolitical Game in Latin America](#)", Carnegie Endowment for International Peace, 3 mai 2018.

International Crisis Group, "[Report n°59 - Venezuela: Though Talking](#)", 16 décembre 2016.

LEZAMA Paula Vasquez, « *Pays hors service – Venezuela : de l'utopie au chaos* », Buchet/Chastel, 2019.

OFPRA, « *Les groupes mafieux et paramilitaires au Venezuela* », rapport de l'OFPRA du 22 novembre 2016.

RENSELER Carlos, « *Venezuela's Media Mindshock* », 20 décembre 2002.

RUSSEL Benjamin, "[A 180-day plan for Venezuela](#)", American Quarterly, 04/2018.

SEIBT Sébastien, « [De la Russie à la Chine, les alliés de Nicolas Maduro ne sont pas éternels](#) », France24, 8 février 2019.

VILLE Sébastien, « [La révolution bolivarienne du Venezuela](#) », Actuel Marx, 2007/2 (n° 42), p. 71-83.

WILPERT Gregory, "*Changing Venezuela by taking power*", Verso, 2007.

Document d'appui du CR451 de l'EGE

Une étude



L'Ecole de Guerre Economique publie le septième numéro des Cahiers de la Guerre Economique, revue théorique et pratique unique en son genre au niveau international et sur le plan académique : "Comprendre la nouvelle guerre de l'information".

« Le thème du dossier central du numéro 7 de ces cahiers porte sur la guerre de l'information par le contenu. [Dans ce numéro](#) sont traités les points suivants :

- La montée en puissance de la guerre de l'information.
- Introduction à la guerre de l'information par le contenu.
- Approche de la guerre de l'information par le contenu par le CR451.

Documentaire vidéo



<https://www.youtube.com/watch?v=BXiWwa6l7GE&t=357s>

La crise politico-économique que connaît le Venezuela depuis le début des années 2000, avec sa composante de « Guerre de l'Information » largement internationalisée, mérite une attention particulière pour au moins une raison singulière : une longévité et une intensité inédites.

Le cinquième documentaire du CR451 vise à porter un regard analytique sur cette guerre de l'information par le contenu entre ceux qui sont arrivés au pouvoir en 1998, avec le virage socialiste engagé par le Président Chavez, et ceux qui cherchent depuis en vain à le reprendre.

Depuis trente ans, l'opposition au régime avec l'aide des Etats-Unis d'Amérique, a initié de mécanismes puissants de déstabilisation. Mais force est de constater leur relative inefficacité au Venezuela, où ils n'ont toujours pas abouti à la chute du pouvoir en place.

▶ Chapitrage :

00:00 Renversement d'un rapport de force informationnel.

02:40 Le cas d'école le plus représentatif de Guerre de l'Information.

05:30 L'Inefficacité d'un modèle libéral dominant dans un contexte révolutionnaire.

08:10 Contre encerclement cognitif du camp chaviste.

09:32 Mise en échec de l'ingérence états-unienne.

12:36 La composante informationnelle au centre d'une dynamique conflictuelle.

14:40 Une logique paradoxale qui échappe aux grilles de lectures classiques.

16:01 Générique.